

Horaires des prières
Fajr : 04h19 Dohr : 12h46
Asr : 16h32 Maghreb : 19h38 Isha : 21h06

Iftar : 19h38
Imsak : 04h10

MÉTÉO

Alger	: 22°	12°
Oran	: 23°	13°
Annaba	: 23°	10°
Béjaïa	: 21°	09°
Tamanrasset	: 37°	21°

www.dknews-dz.com

JOURNÉE DU SAVOIR ET DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN

Le cheikh de la zaouia Sidi Chikh félicite le Président Tebboune

P. 24

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR- RECHERCHE

Djerad installe le nouveau président du CNRST

P. 24

MESURES DE CONFINEMENT

Prolongement jusqu'au 14 mai prochain

P. 24

ANNEE SCOLAIRE 2019 - 2020

Le ministre exclut l'année blanche

A mesure que des progrès sont enregistrés dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus, les parents d'élèves s'interrogent sur l'issue de l'année scolaire en cours, suspendue depuis les premières mesures prises par l'exécutif le 12 mars dernier. En recevant des associations de parents d'élèves, hier, le ministre de l'éducation a estimé, impensable « de parler d'une année blanche, compte tenu du taux d'avancement dans l'application des programmes enregistré jusqu'au 12 mars dernier dans les trois paliers d'enseignement ». P. 3
DKnews



TOURISME-CORONAVIRUS

M. Mermouri rencontre des professionnels du secteur

P. 3

HABITAT

Examen des propositions sur la relance des projets

P. 3

SITUATION SANITAIRE À BLIDA

Le wali : «tous les indicateurs dénotent la stabilité de la situation sanitaire»

P. 4

SANTÉ

CHEVILLE

En finir avec les entorses à répétition

P.p 12-13

FOOTBALL

MILAN AC Bennacer intransférable, selon la presse italienne

P. 21



CINÉMA

Cannes, Venise et Berlin avec YouTube pour un festival virtuel

P. 17

OUM EL BOUAGHI

Mandat de dépôt pour le procureur adjoint du tribunal d'Ain M'lila

P. 24

AFFAIRES RELIGIEUSES

Zakat El-Fitr fixée cette année à 120 DA



Le montant de Zakat El-Fitr est fixé cette année à 120 DA, soit un "Saâ" (une mesure) de nourriture des Algériens équivalant à 2 kg, indique mardi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs qui appelle à remettre ce montant directement aux nécessiteux.

Le ministère a appelé, dans un communiqué, à remettre Zakat El-Fitr directement aux nécessiteux en raison de la pandémie de Covid-19 qui a entraîné la fermeture des mosquées à travers le pays, soulignant le nécessaire retour au mode de collecte de Zakat El-Fitr dans les mosquées après la fin de la pandémie.

Zakat El-Fitr est obligatoire pour "tout musulman, aussi bien nanti que pauvre, disposant d'un surplus de subsistance journalière et qui doit faire don de la Zakat pour lui-même et pour les personnes à sa charge", a rappelé le ministère.

ZAKAT EL FITR - FETWA

La Commission de la Fetwa autorise l'acquittement anticipé de Zakat el Fitr à partir du début du mois de Ramadhan

La Commission ministérielle de la Fetwa a édicté, lundi, une fetwa autorisant l'acquittement anticipé de Zakat el Fitr dès le début du mois de Ramadhan, se référant en cela à l'avis de juristes, en cette conjoncture spéciale que traverse le pays suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, indique un communiqué du ministère.

"La commission de la Fetwa a autorisé l'acquittement anticipé de Zakat el Fitr dès le début du mois de Ramadhan, à la demande de la commission ministérielle chargée du Fonds de la Zakat et en réponse aux questions qui lui sont parvenues de la part des citoyens, se référant en cela à l'avis des juristes, compte tenu que la Zakat el Fitr est basée sur les principes de clémence et d'équité, et ce afin d'aider les familles nécessiteuses en cette conjoncture spéciale que traverse le pays", ajoute le communiqué.

"Zakat el Fitr peut être versée sous forme de denrées alimentaires ou en argent dont la valeur est définie par le ministère des Affaires religieuses et des wakfs, selon les règles de la Charia", affirme la commission.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

21 morts et 791 blessés en une semaine (Protection civile)

Vingt-et-une (21) personnes sont décédées et 791 autres ont été blessées dans 686 accidents de la circulation survenus entre le 19 et le 25 avril à travers le territoire national, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 3 personnes décédées et 41 autres blessées suite à 34 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 475 interventions pour procéder à l'extinction de 341 incendies urbains et industriels.



SANTÉ - SOLIDARITÉ

Le CRA offre des équipements médicaux à l'hôpital de Boufarik



Le Croissant rouge algérien (CRA) a offert lundi des équipements médicaux et des fournitures au profit de l'hôpital de Boufarik (Blida), et ce dans le cadre de l'opération de solidarité nationale de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans une déclaration à la presse, au siège de l'organisation à Alger, la présidente du CRA, Saïda Benhabiles a affirmé que ces aides étaient constituées de respirateurs artificiels et autres appareils pour malades cardiaques ainsi que des lits médicalisés.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre "de la participation du CRA à l'appui des capacités des autorités publiques", au titre des mesures visant à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, a-t-elle précisé, soulignant que le CRA "vient soutenir et compléter les efforts de l'Etat", notamment dans ces circonstances exceptionnelles que connaît le pays.

A la même occasion, Mme Benhabiles a rappelé que le CRA avait lancé plusieurs opérations de solidarité durant le mois de Ramadhan, en distribuant des aides alimentaires au profit des familles nécessiteuses dans les régions enclavées de plusieurs wilayas du pays.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Décès d'un jeune homme suite au dérapage de sa motocyclette près de la Promenade des Sablettes (Alger)



Un jeune homme de 23 ans est décédé, mardi, dans un accident de la route suite au dérapage de sa motocyclette, près du barrage de la police au niveau de la Promenade des Sablettes (Ager), a indiqué le chargé de l'information à la Direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Khaled Benkhalfallah.

Le lieutenant Khaled Benkhalfallah a précisé à l'APS que l'accident, survenu aux environs de 10h00, suite au dérapage d'une motocyclette, près du barrage de police de la promenade des Sablettes, en direction d'Alger, a coûté la vie à un jeune homme, âgé de 23 ans.

La victime n'a pas été identifiée et a été transférée par les agents de la protection civile vers la morgue d'El Alia, a-t-il ajouté.

Cependant, l'accident a occasionné des blessures à un jeune homme, âgé de 19 ans, qui accompagnait la victime.

Le blessé a été transféré à l'hôpital Mustapha Bacha, souligne la même source.

CRIMINALITÉ - BLIDA

Saisie de 450 qx de poix chiche périmé, le propriétaire de la marchandise écroué



Les services de la gendarmerie nationale d'Ouled Chebel (Alger) ont procédé à la saisie de 450 qx de poix chiche périmé, dont le propriétaire a été condamné à une peine de 18 mois de prison ferme, a indiqué, lundi, un communiqué de la Cour de Blida.

Selon le document, des informations parvenues, le 25 avril courant, aux services de la gendarmerie nationale d'Ouled Chebel ont fait état de la présence d'une importante quantité de poix chiche périmé au niveau d'un dépôt de la cité « Mohamdia » de la commune d'Ouled Chebel.

La fouille des lieux a abouti à la découverte de trois employés entrain d'emballer du poix chiche dans des sachets, soit près de 450 qx, est-il signalé de même source.

Une fois le propriétaire de la marchandise identifié, un homme répondant aux initiales de H.S, il a été arrêté et présenté le 27 avril (aujourd'hui lundi) devant le parquet près le tribunal de Boufarik.

En application de la mesure de citation immédiate à comparaître, le prévenu a été poursuivi pour les chefs d'inculpation de "tromperie au consommateur concernant la date et la durée de péremption du produit, fraude dans des produits de consommation humaine, possession de produits alimentaires en connaissance de leurs dégradation, et exercice d'une activité commerciale fixe non portée sur le registre de commerce".

Le tribunal de Boufarik a prononcé, le même jour, une peine de 18 mois de prison ferme, assortie d'une amende de 100.000 da, à l'encontre de l'accusé, avec ordre de sa mise en détention, et confiscation de la marchandise saisie, est-il ajouté dans le même communiqué.

SOLIDARITÉ - TAMANRASSET

200 colis de produits alimentaires acheminés aux familles algériennes rapatriées du Mali (CRA)

Deux-cent (200) colis de produits alimentaires ont été acheminés aux familles nécessiteuses rapatriées du Mali et installées dans la zone frontalière de Tin-Zaouatine, dans le cadre des actions de solidarité durant le Ramadhan, a-t-on appris lundi des responsables du comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA).

Composée de produits alimentaires de large consommation (semoule, huile, lait et autres), cette action de solidarité cible les familles algériennes établies dans la région de Tin-Zaouatine et rapatriées du Mali en 2012 suite à la dégradation des conditions sécuritaires au Mali, a indiqué le président du comité du CRA, Moulay Cheikh.

Ces aides traduisent l'élan de solidarité manifesté par le CRA pour venir en aide aux citoyens à travers la prise en charge de leurs besoins, notamment ceux établis dans les régions enclavées et désertées, a-t-il ajouté.

Le président de l'association des algériens établis à Kidal (Mali), Zidani Chighali, a indiqué que cette action de solidarité, la seconde du genre cette année, intervient dans une conjoncture exceptionnelle marquée par la mise en œuvre des mesures préventives contre la pandémie du Covid-19.

"Cet élan de solidarité traduit la volonté de l'Etat algérien de prendre en charge ses ressortissants et citoyens dans les moments difficiles, et dans les différentes régions où ils se trouvent", a souligné M.

Chighali avant de rendre hommage aux efforts menés par le CRA dans l'ancrage des valeurs de solidarité nationale.

EDUCATION NATIONALE

Le ministre : «pas d'année blanche vu l'avancement dans l'application des programmes scolaires»

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout a affirmé, lundi à Alger, qu'il n'y aurait pas d'année blanche pour l'année scolaire 2019/2020, compte tenu du taux d'avancement dans l'application des programmes enregistré jusqu'au 12 mars dernier, dans les trois paliers d'enseignement, avant l'application des mesures de prévention pour endiguer la propagation du covid-19.

"Il n'est pas possible de parler d'une année blanche, compte tenu du taux d'avancement dans l'application des programmes enregistré jusqu'au 12 mars dernier dans les trois paliers d'enseignement, d'autant que le troisième trimestre compte en tout 4 semaines au plus", a précisé le ministre à l'ouverture d'une rencontre de concertation avec les associations des parents d'élèves sur l'organisation du reste de l'année scolaire 2019/2020.

Qualifiant cette rencontre à huis-clos d'importante, voire de prometteuse, vu la proximité de ces associations des élèves et l'intérêt qu'elles portent à leur égard, M.

Ouadjaout a rappelé qu'il avait adressé récemment un message à la famille éducative dans lequel il a mis en avant l'importance "d'agir de concert et de réfléchir ensemble avec les partenaires sociaux sur les mesures envisageables pour le reste de l'année scolaire en cours notamment en ce qui

concerne les examens". Il a été question également de "s'enquérir du taux d'avancement dans l'application des programmes des trois cycles d'enseignement en cas de prorogation des mesures de confinement ou en cas d'éventuelle reprise de l'enseignement".

Lors de cette rencontre, le ministre a présenté "des propositions préliminaires pour aboutir à une approche consensuelle qui puisse garantir des solutions alternatives en cas de prolongation de la suspension des cours ou de leur reprise dans les établissements éducatifs après le déconfinement".

Dans ce cadre, M. Ouadjaout a proposé la possibilité de "réduire la durée du troisième trimestre estimée par le ministère de tutelle de trois à quatre semaines, ce qui permettra de reprendre les cours et de procéder à l'évaluation pédagogique, en adoptant le système d'ajustement de l'apprentissage et de fixer la date limite au delà de laquelle il est impossible



de reprendre les cours en cas de prorogation des mesures de confinement".

Insistant sur l'impératif de poursuivre les concertations avec tous les partenaires sociaux pour prendre connaissance de toutes les propositions relatives à cette question inhérente à l'avenir scolaire de l'élève, le ministre s'est dit convaincu que « les concertations avec tous les partenaires aboutiront à

des propositions constructives à même de satisfaire les élèves, les parents ainsi que l'ensemble de la famille éducative et de servir l'intérêt du pays », car ce qui importe le plus, a-t-il dit, c'est « la sécurité et la santé des élèves, des enseignants et de tout le personnel du secteur ». Le ministre aura, mercredi, une rencontre similaire avec les représentants des syndicats du secteur.

TOURISME

Les retombées du Covid-19 sur le tourisme au cœur d'une rencontre entre M. Mermouri et des professionnels du secteur

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hassane Mermouri a examiné, lundi, avec des opérateurs et des professionnels du tourisme, une série de propositions visant à atténuer l'impact de la propagation du Covid-19 sur le secteur et à se préparer à la reprise de l'activité touristique. Cette rencontre qui a réuni M. Mermouri avec des représentants de la Fédération Nationale des Associations des Agences de Tourisme et de Voyages (FNAT), du Syndicat National des Agences de Voyages (SNAV) et de la Fédération nationale des hôteliers algériens s'inscrit dans le cadre de concertations et d'échange d'informations sur les répercussions de la crise sanitaire actuelle sur le secteur du tourisme, d'une part, et la proposition de mesures à même d'atténuer ses effets sur les activités touristiques d'autre part, indique un communiqué du ministère. Le ministre du Tourisme a exprimé, à cette occasion, ses remerciements aux

professionnels du secteur du tourisme "pour leur mobilisation dans le cadre des opérations de solidarité nationale de lutte contre la pandémie du nouveau Coronavirus", soulignant que le gouvernement "œuvre à mettre en place tous les moyens nécessaires pour endiguer la pandémie mais aussi reprendre les activités économiques, a ajouté la même source. Le ministre a assuré également que les préoccupations et propositions des opérateurs du secteur "seront étudiées avec le plus grand sérieux dans le cadre du plan d'action du gouvernement afin de soutenir et assister tous les opérateurs économiques", appelant à "davantage de mo-



bilisation et à se préparer à un avenir prometteur plein d'espoir et d'optimisme après le retour à la vie normale, conclut le communiqué.

PANDÉMIE

Le ministère de l'Habitat examine les propositions sur la relance des projets du secteur

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a affirmé lundi que toutes les propositions sur la relance des projets du secteur formulées par les partenaires sociaux, les opérateurs du secteur et les instances sous tutelle étaient en cours d'examen pour surmonter la pandémie et relancer les chantiers du secteur.

"Le ministère est en passe d'examiner toutes les propositions reçues, limitées exclusivement à celles visant à surmonter la pandémie de Covid-19, et se démarque de toute autre information", lit-on dans un communiqué du ministère.

Dans ce sens, le communiqué comprend "un démenti de l'information diffusée par le Syndicat national des ingénieurs agrés en génie civil et bâtiment (SNIA), selon laquelle les bureaux d'études seraient exclus de la commande publique en relation directe avec le domaine du génie civil (érosion du sol, les murs de soutènement, les voiries et réseaux divers (VRD)).

En application des instructions du Premier ministre, le ministre de l'Habitat a effectué plusieurs rencontres, au siège du ministère, avec les organisations patronales et les syn-

dicats des travailleurs, les représentants des institutions publiques et privées, les promoteurs immobiliers et les architectes, ainsi que les ingénieurs d'Etat activant dans le secteur du bâtiment, pour examiner l'impact économique de mesures préventives prises par les autorités sanitaires pour surmonter la pandémie du nouveau coronavirus, selon la même source.

M. Nasri avait accueilli le 25 avril le SNIA, à l'instar des autres instances, mais la rencontre avait porté sur les moyens de surmonter la pandémie et de relancer les chantiers de construction, précise le communi-

qué. L'objectif de ces rencontres est de "trouver les moyens de relancer progressivement les chantiers de construction et d'assurer un accompagnement permanent aux entreprises et aux acteurs du secteur", rappelle le communiqué, ajoutant que "les démarches communes tendent à satisfaire les demandes des citoyens et à parachever les programmes de logements et à assurer la distribution des quotas finalisés".

Le communiqué a affirmé que le ministre a reçu plusieurs propositions s'inscrivant dans le cadre de la relance des projets du secteur.

ENTREPRISES

«Les entreprises du holding ACS doublent leur production pour répondre à la demande»

Les entreprises du holding Algeria Chemical Specialities ACS ont doublé leur capacités de production pour répondre aux besoins spécifiques engendrés par la pandémie de coronavirus, a indiqué lundi le P-dg du holding, Abdelghani Benbetka, en déplorant le manque d'approvisionnement en matières premières pour satisfaire les commandes.

Dans un entretien accordé à l'APS, M. Benbetka a souligné que le holding apporte totalement sa contribution à la lutte et la prévention contre la pandémie, notamment à travers ses trois filiales impliquées directement dans cette démarche.

Il s'agit de filiales SOCOTHYD, pour ce qui est de la production et la commercialisation des produits parapharmaceutiques, EN-DIMED, pour la commercialisation des produits pharmaceutiques, et ENAD SHYMECA pour la production des produits détergents, d'entretien automobile et d'hygiène corporels, en plus de la société LINDE Gas Algérie, dont le Holding détient une participation de 34%, et qui essaie de répondre aux besoins des établissements de santé publique en matière d'oxygène de qualité médicale et autres gaz spéciaux.

Pour ce qui concerne l'entreprise SHYMECA/Spa, elle a produit et commercialisé, depuis le début de la crise sanitaire, pas moins de quatre produits indispensables à la prévention contre la pandémie, à savoir, le gel et solution hydro-alcooliques, le savon antibactérien et antiseptique, les désinfectants de surface, et l'eau de javel, selon lui.

La capacité de production du gel hydro-alcoolique est passée, précise M. Benbetka, de 2 tonnes/jour à 6 tonnes/jour, soit une hausse de 200% comparativement à la période normale d'avant crise. Le taux de couverture des commandes placées est de 60%.

L'entreprise prévoit d'augmenter prochainement le rythme de production du gel hydro-alcoolique pour atteindre les 10 tonnes/jour sous condition de la réalisation d'investissements adéquats et la disponibilité de la matière première, a-t-il avancé.

Le savon antibactérien est produit actuellement par l'entreprise à raison de 1,5 tonnes/jour et couvre 92% des commandes placées. Quant aux désinfectants de surfaces, la quantité produite avoisine les 20 tonnes/jours.

Concernant l'entreprise SOCOTHYD, spécialisée dans la fabrication de produits parapharmaceutiques et d'Hygiène Corporelle, elle assure la fabrication des produits de pansements, coton, gaze, bandes plâtrées, sparadrap médical et bandes de crêpe pour répondre à la demande de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), CHU et EHS, en plus de la convention avec le secteur de la santé militaire et paramilitaire (DGSN et Protection civile). Ces structures absorbent 80% de la production.

Les 20% de production restants sont destinés aux entreprises publiques, pharmacies privées, cliniques privées et détaillants, selon le P-dg du holding.

Sur le même responsable, le taux de satisfaction des commandes portant sur les articles de protection, contribuant à la prévention et la propagation de Coronavirus, placés par les établissements et institutions publics depuis le début de l'épidémie, ne dépasse pas les 8%.

Une situation qui "s'explique d'une part par l'indisponibilité de ces produits sur le marché national, et d'autre part par, la réquisition faite par le ministère de la santé aux fabricants de ces produits afin de réserver la totalité de la production à la PCH", a-t-il précisé.

Compte tenu des "contraintes rencontrées par les producteurs privés de bavettes médicales pour défaut de matières premières et de main d'œuvre, SOCOTHYD/Spa a négocié l'acquisition de produits semi-finis pour la confection de bavettes, fabriquées par le personnel féminin confiné à la maison" a fait savoir le même responsable. Cette opération permettra à l'entreprise d'augmenter les quantités de bavettes à 10.000 unités soit 750 bavettes/jours.

Concernant les autres articles de protection, SOCOTHYD a entamé des négociations avec des fournisseurs de matières premières et des ateliers de couture pour la confection de ses articles notamment les draps, tenus de bloc, blouses et combinaisons, a avancé M. Benbetka. De son côté, l'entreprise ENAP a développé une solution désinfectante contre des microorganismes se trouvant sur des surfaces inanimées. Environ 100.000 litres de cette solution ont été mis à la disposition de la protection civile pour la désinfection des établissements de santé et autres institutions étatiques.

Outre ces trois entreprises, le groupe ACS/Spa est directement impliqué dans la lutte contre la propagation du coronavirus, à travers la société Linde Gas Algérie qui assure le ravitaillement des établissements de santé en matière de gaz médicaux et oxygène, à hauteur de 95%. Par ailleurs, le Groupe ENPC/Spa s'est lancé, en collaboration avec l'université de Sétif, dans la confection de plaques en polycarbonate pour la fabrication de vitre de protection visage à usage médical, et les pièces en polymère technique pour les appareils respiratoires, ainsi que dans la fabrication de films en plastique pour la confection de combinaisons de protection.

Selon M. Benbetka, la contrainte la plus pesante et qui freine l'élan de développement des entreprises affiliées au holding, impliquées directement dans cette opération demeure l'approvisionnement de matières premières en local et à l'importation, nécessaires à la fabrication des produits de désinfection et d'hygiène corporelle, dont l'alcool, indispensable pour la production du gel hydro-alcoolique. Il a indiqué que les besoins en alcool pur de SHYMECA sont de l'ordre de 20.000 litres par semaine. "Actuellement elle est régulièrement approvisionnée, mais en quantité insuffisante pour répondre aux besoins du marché", a-t-il déploré.

En plus du gel hydrologique, cette entreprise a mis sur le marché une solution hydro-alcoolique désinfectante conditionnée dans un flacon avec pulvérisateur, « ayant le même pouvoir bactéricide et désinfectant contre le coronavirus que le gel et est vendue à meilleur prix que le gel hydro-alcoolique », a informé le même responsable.

REPRISE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES À ALGER

Grande satisfaction des citoyens et des commerçants

Plusieurs citoyens et commerçants ont exprimé, lundi à Alger, leur satisfaction quant à la reprise de certaines activités commerciales ayant été fermées dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, insistant sur l'impératif de respecter les mesures de distanciation sociale et d'hygiène, a-t-on constaté.

Lors d'une visite effectuée à plusieurs communes d'Alger, à l'instar d'Ain Benian, Staoueli, El Hammamet, Bab El Oued, El Biar, Place du 1er mai, Alger centre et la place des martyrs lors de la 2e journée de l'application de la mesure, plusieurs commerçants de détail ont exprimé à l'APS leur satisfaction quant à l'instruction donnée par Premier ministre le 25 avril dernier portant élargissement des secteurs d'activité et ouverture des magasins afin de limiter les retombées socioéconomiques de la pandémie, faisant part de leurs souffrances après près de 2 mois de fermeture de leurs magasins.

De leur côté, les citoyens ont accueilli favorablement la décision de reprise de certaines activités commerciales, à l'image des salons de coiffure, des magasins de vêtements et de chaussures, des produits électroménagers et de gâteaux.

Respect impératif des mesures d'hygiène

L'APS a constaté lors de sa tournée une affluente minime des clients suite à la relance des activités de vente de vêtements, de chaussures et d'électroménager et bien d'autres. Certains commerçants ont imputé cette affluente timide aux citoyens qui se sont habitués au confinement.

A ce propos, un citoyen a exprimé, à Bab Ezzaour, dans un local de vente de peinture et de céramique, sa crainte quant au non-respect des mesures barrières par certains.

S'adressant aux commerçants autorisés à reprendre leurs activités commerciales, notamment la coiffure et la vente des vêtements et de chaussures, les services de la wilaya d'Alger avaient rappelé lundi dans un communiqué que l'exercice de ces activités est soumis à des règles sanitaires essentielles en vue d'endiguer la propagation du Covid-19, à savoir le strict respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale.

Dans ce contexte, les mêmes services ont établi une liste de mesures sanitaires à respecter par les salons de coiffures dont le travail à portes fermées, l'interdiction de recevoir plus de (02) deux clients en même temps, la prise des rendez-vous par téléphone, le port des masques et des gants obligatoires pour le coiffeur et pour le client outre la stérilisation du milieu de travail au quotidien, a ajouté la même source.

Par ailleurs, les commerces d'habillement et de chaussures doivent respecter des règles sanitaires drastiques, avec comme toute première règle à appliquer à l'entrée du magasin, la désinfection des chaussures et la prise de la température corporelle au moyen de thermomètres infrarouges portatifs et non-invasifs, tout en obligeant tant le client que le vendeur, le port de bavette, avec limitation du nombre de clients à l'intérieur du magasin, selon la surface, à trois (3) personnes au plus à la fois.

Dans le même contexte, les mêmes services ont indiqué que l'essayage des chaussures doit impérativement se faire avec des sachets à usage unique, tout en appliquant soigneusement le gel hydro-alcoolique sur les mains, dans le respect de la distanciation sociale, entre le client et le vendeur.

SOLIDARITÉ

P.D.G. du holding ACS : «une large opération de solidarité engagée par le holding ACS»

Plusieurs actions de solidarité ont été engagées par les entreprises affiliées au holding Algeria Chemical Specialities ACS, malgré leur difficultés financières, a indiqué lundi le Pdg du holding, Abdelghani Benbetka.

"En dépit de leur fragilité financière, les filiales du Holding ACS se sont mobilisées, chacune dans son domaine d'activité, pour contribuer dans la prévention et dans la lutte contre cette épidémie", a-t-il souligné à l'APS.

Ainsi, la filiale, SHYMECA a approvisionné gratuitement l'hôpital de Blida, le plus concerné par l'accueil des patients de l'épidémie, en gel hydro-alcoolique, savon antibactérien, désinfectant surface et eau de javel.

Elle a livré aussi les mêmes produits aux hôpitaux Mustapha et Bâb El Oued, ainsi que les résidences de vieilleries de Dely Brahim et de SORECAL.

L'entreprise a également participé dans une initiative initiée par l'UNEP par la fourniture de désinfectant surface au profit de la wilaya d'Alger.

L'entreprise SOCOHYD, de son côté, a effectué un don de couches bébés et de compresses au profit des hôpitaux de Mustapha et Bâb El Oued.

La Filiale Tonic industrie, quant à elle, a mis à la disposition de la wilaya d'Alger deux (02) camions citernes pour la désinfection des rues et quartiers d'Alger.

L'entreprise ENAP a livré 20 litres de solution hydro alcoolique à la pharmacie de l'établissement public hospitalier de Lakhdiria (wilaya de Bouira) et 3.420 litre de l'eau de JAVEL aux éta-



blissements de santé et aux APC de la même wilaya.

L'entreprise Linde Gas Algérie a, pour sa part, fourni 1.000 bouteilles d'oxygène au profit de l'hôpital de Blida ainsi que des casques à oxygène remis à la PCH.

Le Holding ACS a, en outre, effectué un don au profit de la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) constitué d'un lot de 50 matelas, Couettes, oreillers, et paire de draps, pour le compte des établissements de santé publics.

Le holding ACS gère un portefeuille d'actions constitué de 32 filiales spécialisées dans divers domaines, et une large variété de produits.

Il détient en outre des participations minoritaires dans deux entreprises, à savoir Linde Gas Algérie, avec un taux de participation de 34% de son capital social, et SGS

avec 24%. Les parts de marché du holding varient d'un produit à un autre.

Par exemple, la Filiale ENA, spécialisée dans les vernis et peintures, couvre plus de 50% du marché national, le Groupe ENAD et sa Filiale SHYMECA, spécialisés dans les produits d'entretien et détergents, en couvre 7% alors que la filiale SOCOHYD, spécialisée dans les produits de gaze satisfait 80% des besoins du marché.

Pour les autres produits, les parts de marché varient entre 10% et 20%, selon le même responsable. Le holding ACS réalise un chiffre d'affaires annuel de 27-28 milliards de dinars à travers ses quatre (04) groupes et six (06) entreprises affiliées activant dans deux filières : chimie et pharmacie.

La filière chimie génère un chiffre d'affaires de 24 milliards de dinars

et représente 88% du chiffre d'affaires global du holding et la filière pharmaceutique réalise plus de trois milliards de dinars et représente 12% du chiffre d'affaires global.

"Le chiffre d'affaires réalisé est largement suffisant à générer des résultats positifs, si ce n'est deux des dix entreprises du portefeuille à savoir, l'EPE TONIC Industrie et le groupe ENAD, déstructurées financièrement depuis plusieurs exercices pour diverses raisons, qui consomment à elles seules plus de 100% des bénéfices générés par les autres entreprises", a commenté M. Benbetka.

Le holding ACS dispose en outre d'une vocation d'intérêt général à travers sa filiale EN-DI-MED spécialisée dans la commercialisation des produits pharmaceutiques, notamment pour les zones enclavées.

SITUATION À BLIDA

Wali : «strict contrôle de l'application des mesures de confinement partiel»

Le wali de Blida, Kamel Nouisser, a annoncé, lundi, la mobilisation des inspecteurs et agents relevant des différents services de contrôle de la wilaya, à partir de demain mardi, pour le suivi de l'application des mesures de confinement partiel. "Les agents de la direction du commerce ne peuvent pas à eux seuls assumer les opérations de contrôle", a indiqué, à l'APS, M.Nouisser, pour expliquer la décision de la wilaya de recourir aux inspecteurs et agents de contrôle relevant des directions du commerce, des impôts, du tourisme, de l'environnement, de la protection civile, et des forêts, en vue du contrôle du respect des mesures de confinement partiel, par les commerçants, a-t-il précisé.

Ajoutant qu'"en leur qualité d'agents assermentés, ces derniers sont qualifiés pour la délivrance de PV à l'encontre des commerçants contrevenants", le wali, a annoncé, leur distribution (agents de contrôle) programmée, à partir de demain mardi, sur les 10 daïras de Blida, aux fins d'entamer leur

mission de contrôle et d'inspection. "Outre la délivrance de PV, il sera, également, procédé à la fermeture des commerces, voire même le retrait du registre du commerce à tout contrevenant aux mesures du confinement partiel, conformément à l'arrêté de la wilaya signé dernièrement", a, encore, assuré le chef de l'exécutif.

Il a averti qu'il n'hésiterait pas à "fermer tout commerce en infraction avec ces mesures, car il y va de l'intérêt du citoyen".

Il a encore insisté que les commerçants sont "tenus de contribuer à la lutte contre cette épidémie, par le soutien des mesures de prévention".

Le chef de l'exécutif a souligné, en outre, avoir relevé lors d'une tournée effectuée, ce lundi, dans le grand Blida "un respect des règles de prévention au niveau des locaux commerciaux, ou il n'a été enregistré aucun dépassement. Les citoyens ont salué cette décision", a-t-il ajouté. A noter que la wilaya de Blida a procédé, dès l'annonce, samedi, de l'instruction du

Premier ministre Abdelaziz Djerad, portant sur l'élargissement des secteurs d'activités et l'ouverture des commerces, à la signature d'une décision fixant les engagements des commerçants envers

les citoyens, en vue d'endiguer le Covid-19, a relevé le wali. Cette décision de la wilaya fixe les modalités de travail pour chaque activité commerciale. A titre d'exemple, les salons de coiffure sont tenus

d'avoir seulement deux clients à l'intérieur, avec obligation de porter des vêtements de protection, de désinfecter tout leur matériel et de mettre à disposition du gel hydro alcoolique.

"Tous les indicateurs dénotent la stabilité de la situation sanitaire"

Le wali de Blida Kamel Nouisser, a affirmé lundi que "tous les indicateurs témoignent de la stabilité de la situation sanitaire" dans la wilaya ayant enregistré depuis le début de la propagation de la pandémie covid-19 en mois de mars dernier le plus haut taux d'affection et de décès au niveau national.

"Nous enregistrons actuellement une amélioration qualitative d'autant que tous les indicateurs démontrent la stabilité de la situation sanitaire", a déclaré M. Nouisser à l'APS, ajoutant que ces indicateurs consistent en le recul palpable du nombre des cas confirmés se rendant aux hôpitaux de la wilaya.

Les Hôpitaux de Brahim Tirichine, Frantz Fanon, El Afroun et Meftah ne reçoivent désormais pas de nombreux cas en sus du nombre quotidien acceptable des patients, a-t-il précisé.

Et d'ajouter que "les cas graves qui nous inquiétaient au niveau des services de réanimation ne sont pas nombreux actuellement au point de dire que les

respirateurs artificiels sont en repos quasi-total". Selon le Wali de Blida, "les cas réagissant positivement au protocole s'accroissent et même les citoyens ont pris conscience quant au risque de cette pandémie", soulignant que l'indicateur essentiel consiste "en la réduction du nombre de décès à travers toute la wilaya". "Tous ces indicateurs nous poussent à dire que la situation est stable", soutient M. Nouisser, cependant, poursuit-il, nous espérons enregistrer une "courbe descendante par rapport aux plans des cas confirmés et des décès".

"J'insiste sur les appels lancés par des équipes médicales pour que les citoyens continuent à respecter les mesures préventives et à consentir davantage d'efforts pour sortir de ce tunnel", a-t-il déclaré. Par ailleurs, il a salué la compréhension par citoyens des orientations des médecins. "Je les appelle en toute fraternité à continuer à respecter le confinement".

BECHAR Lancement prochain d'une étude pour l'aménagement des terrils de charbon à Kenadza

Le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a annoncé lundi à Bechar, le lancement prochain d'une étude pour l'aménagement des terrils de charbon à Kenadza (18 km au sud de Bechar).

"Il est nécessaire de réaliser une étude globale pour l'aménagement des terrils de charbon de cette commune", a affirmé le ministre délégué lors de la présentation de la situation du secteur de l'environnement dans la wilaya, notamment celle liée à ces pollués terrils.

"Sans cet outil technique, il ne peut être engagée une opération d'aménagement de ces sites, raison pour laquelle elle doit être réalisée par des experts et autres spécialistes pour connaître les différentes variantes pour l'aménagement de ces terrils", a estimé M. Sid Cheikh.

Ces sites de terrils de charbon, héritage de la période coloniale suite à l'exploitation des mines de houille dans la région de Kenadza, constituent actuellement un véritable problème de pollution pour Kenadza et la partie sud de la commune de Bechar, d'où la nécessité de leur prise en charge conséquente, selon les responsables locaux du secteur.

Un total de 48 sites similaires de différentes dimensions et hauteurs sont recensés à travers les communes de Kenadza et Bechar, et l'un d'eux situé sur le territoire de cette dernière a été aménagé en 2008 pour un coût de 700 millions DA, dégagés



conjointement par les entreprises nationales Sonatrach et Sonelgaz, ont-ils fait savoir. Cette opération a permis la réalisation d'aires de jeu pour enfants, des terrains de sports, des espaces verts ainsi que plusieurs autres équipements de détente sur une superficie de 6.113 m², ont-ils ajouté. Pour le site de terrils de Kenadza, les responsables locaux du secteur préconisent son reboisement avec des espèces végétales adaptées à la nature du site et au climat de la région. Le membre du gouvernement, qui a aussi inauguré le nouveau siège de la direction régionale de l'Environnement, réalisé et équipé avec un coût de 60 millions DA, a pris connaissance de l'apport

du secteur de l'Environnement à la prévention et la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à travers la wilaya.

"Depuis le 14 mars dernier, plus de 200 opérations de désinfection des lieux et établissements publics, dans le but de faire face à la propagation du Covid-19 à travers les 21 communes de la wilaya", a indiqué à cette occasion le responsable local du secteur, Aziez Cherif.

De son côté, la Maison de l'Environnement de Bechar a fabriqué 7.000 bannes, sur un objectif de 10.000 unités, dont une grande partie a été distribuée gracieusement aux citoyens, selon Mme Nait Mohand Cheikh, responsable de cette structure.

Auparavant le ministre délégué à l'Environnement saharien, en visite de travail d'une journée dans la wilaya, a procédé à une remise d'un lot d'habillement pour agents de nettoyage et d'entretien ainsi que des équipements de désinfection et des denrées alimentaires destinées aux familles nécessiteuses dans la wilaya. M. Hamza Al Sid Cheikh a achevé sa visite de travail dans la wilaya en visitant, en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, le site des terrils de charbon de Kenadza, où il a pris connaissance de visu de la pollution causée par ces terrils aux populations riveraines.

ZONES D'OMBRE DE MILA Les comités de quartiers pour sensibiliser au confinement sanitaire

Plusieurs comités de quartiers ont pris en charge à travers les zones d'ombre de la wilaya de Mila l'organisation des citoyens y résidant de sorte à assurer le respect du confinement sanitaire partiel à domicile imposé de 19h00 à 7h00.

Les animateurs des associations et comités de quartiers ont opté pour la voie de la sensibilisation aux risques de propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus.

A la mechta Tahmachet dans la commune de Chelghoum Laïd, le comité de quartier des habitants a eu ainsi pour première action l'organisation de la distribution de sacs de semoule qui faisait objet de pénurie dès l'apparition de l'épidémie du Covid-19.

"Pour éviter aux citoyens les risques liés au contact interpersonnel, le comité a œuvré à acheminer la semoule directement à chaque ménage", a affirmé à l'APS, le président du comité, Bachir Tir.

Le même responsable relève que le comité a pris l'initiative de contacter les autorités publiques concernées pour obtenir des autorisations exceptionnelles de déplacement vers le marché ce gros pour les ouvriers de cette mechta, journalistes au marché de gros de fruits et légumes de Chelghoum Laïd et dont la mobilité a été réduite du fait des mesures de confinement pour cause de suspension des transports en commun.

M. Tir a encore ajouté son président, a en outre entamé l'élaboration des listes des familles ouvrant droit à l'aide financière décidée par le président de la république en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle pour les remettre aux instances concernées "dans le but d'éviter le déplacement de ces citoyens vers le chef-lieu de la commune de Chelghoum Laïd, où un foyer de covid-19 est apparu".

Dans la mechta Ain Thour, distante de 10 km à l'Est de Grarem Gouga, le comité de quartier a joué "un rôle majeur" dans la grande adhésion des habitants aux mesures de confinement partiel, assure, le président de ce comité, Saâd Boudjaâda.

Et d'ajouter : "au cours de la seconde semaine du confinement sanitaire partiel, les membres du comité ont effectué des sorties de sensibilisation à travers les artères de la mechta pour sensibiliser les groupes de jeunes à regagner leurs maisons et respecter le confinement".

Les actions insistantes de sensibilisation du comité a conduit ainsi la majorité des citoyens à veiller à vaquer à leurs courses et obligations en dehors des horaires de confinement sanitaire, soutient M. Boudjaâda.

A B éni Ouekdène, mechta distante de 4 km du chef-lieu de la commune de Ferdjoua, le comité local fait montre du même sens de responsabilité face à l'épidémie mondiale.

"L'action du comité pour acheminer aux domiciles des habitants les sacs de semoule a consolidé le fonds de confiance du comité auprès d'eux et ont élevé à 95 % leur adhésion aux appels de respect strict des mesures de confinement", soutient son président Azzedine Hellou.

Les comités de quartier, une concrétisation du concept de proximité

Pour le chargé de communication au groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mila, le commandant Mouloud Mezari, le respect du confinement sanitaire dans les zones d'ombre a atteint 98 % et s'explique par le fait que "ces petites agglomérations se caractérisent par la présence de personnes influentes dont les notables et présidents des comités de quartiers dont les orientations sont prises en compte par pratiquement tous".

De son côté, le président du bureau de wilaya de la Fédération nationale des associations de quartiers, Mohamed Lechehili, a estimé que l'action des associations et comités de quartiers est "plus profonde que d'apparence" notamment en cette conjoncture qui exige une sensibilisation de proximité que "nul n'est plus habilité que ces comités pour s'en acquitter". Pour M. Lechehili, ces comités sont "un trait d'union" entre les habitants de ces zones d'ombre reculées et enclavées et les pouvoirs publics qui œuvrent à assurer la protection de tous contre l'épidémie.

APS

GHARDAÏA 450 interventions de dépannage des réseaux énergétiques effectuées (SADEG)

Quelque 450 interventions de dépannage ont été opérées par les services de la direction locale de la Société algérienne de distribution d'électricité et gaz (SADEG) sur leurs réseaux dans la wilaya de Ghardaïa depuis le début du confinement sanitaire partiel de lutte contre le nouveau Coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de l'entreprise.

Le confinement a peine déclaré, les services de SADEG ont mis en

place un dispositif d'intervention H24 pour maintenir l'alimentation en électricité et gaz pour l'ensemble des abonnés de la wilaya, a précisé le chargé de la communication, Yahia Abbas.

Pas moins de 320 interventions sur le réseau électrique et 130 autres sur le réseau de gaz ont été effectuées dans les différentes localités de la wilaya, a précisé M. Abbas, soulignant que les établissements et structures de santé ont été classés "priorité des

priorités". Quelque 372 interventions sur les différents réseaux pour des pannes techniques ou perturbations dans l'alimentation ont été effectuées suite à des appels téléphoniques sur les lignes de permanence, a-t-il fait savoir. D'autre part, les travaux de raccordements en urgence de certains sites ont été accélérés et réalisés afin de permettre aux intervenants dans la lutte contre la propagation du Covid-19 de travailler en toute quiétude, a signalé M. Abbas.

AIN TÉMOUCHENT 20 brigades pour contrôler les pratiques commerciale et la qualité des produits

Le secteur du commerce de la wilaya d'Ain Temouchent a mobilisé 20 brigades pour le contrôle des pratiques commerciales, de la qualité des produits et la répression des fraudes durant le mois sacré du Ramadhan. Neuf équipes concernées par le contrôle de la qualité et la répression des fraudes ont été mobi-

lisées pour s'assurer de l'étiquetage des produits de consommation et le respect des conditions d'hygiène et de sécurité des denrées alimentaires. Le travail des neuf équipes de contrôle repose, en ce mois du jeûne, sur la lutte contre les pratiques commerciales illégales, la hausse des prix, la vente concomitante et la

spéculation, a-t-on indiqué à la direction du commerce d'Ain Temouchent. Il est également question du suivi de l'approvisionnement des marchés locaux et des commerçants en produits de consommation et du contrôle périodique des indices des prix dans les marchés et locaux. Deux brigades sont mobilisées à

cet effet. Les équipes de contrôle commercial durant le mois de ramadhan viennent renforcer l'activité des agents de contrôle relevant du secteur dans le cadre de comités mixtes, en collaboration avec la Direction des services agricoles (DSA), l'inspection vétérinaire, la gendarmerie nationale et la police.

AGRICULTURE - MOSTAGANEM

Cueillette de plus d'un (1) million qx de pomme de terre de saison en un mois (DSA)

La wilaya de Mostaganem a enregistré la cueillette de plus d'un million de quintaux de pomme de terre de saison en un mois, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le bilan du service régulation de la production et appui technique montre que la production de la wilaya de Mostaganem en pomme de terre de consommation a dépassé depuis le début de la campagne de récolte en fin mars dernier et jusqu'à lundi 1,062.000 quintaux avec un rendement de 340 qx à l'hectare.

A ce jour, 3.116 sur 11 800 ha ciblés par cette campagne, soit 25% ont été récoltés, a-t-on indiqué, soulignant que la production devra atteindre, en fin juin, 4,4 millions de quintaux dont 100 000 qx de semences de pomme de terre.

Ce bond de production est justifié par la bonne maîtrise des agriculteurs du processus technique de la récolte de pomme de terre, aux précipitations en temps opportun et aux opérations de prévention contre les maladies parasitaires dont le mildiou.

Les dispositions de confinement sanitaire dans la wilaya de Mostaganem à cause du coronavirus n'ont pas affecté les opérations de récolte qui commencent tôt le matin à la faveur des autorisations exceptionnelles accordées aux agriculteurs, saisonniers et transporteurs.

Les quantités de production qui arrivent en flux aux marchés locaux et nationaux ont contribué à réguler et garantir l'abondance du produit, la stabilité de ses prix et leur baisse ou le prix est estimé à 40 da le kilo.

Pour rappel, la production de pomme de terre a atteint 5,2 millions de quintaux en 2019 à la faveur des campagnes agricoles (de saison, précoce et d'arrière saison) avec un pic de récolte durant le deuxième trimestre de 2019 de plus de 3,6 millions qx.

CÉRÉALICULTURE - EL-OUED

Une récolte de près de 347.000 qx de céréales attendue cette saison

Une récolte céréalière de plus de 347.000 quintaux est attendue dans la wilaya d'El-Oued au terme de la campagne moisson-battage de la saison 2019-2020, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Cette production consiste en 264.000 QX de blé dur, plus de 83.000 QX d'orge et plus de 400 QX de blé tendre, sur une surface globale emblavée de plus de 16.000 ha, dont 6.000 ha ensemencée de blé dur, 2.250 ha d'orge et 8.000 ha de blé tendre, soit 15% de la surface agricole exploitée dans la wilaya et estimée à 103.000 ha.

Cette surface est concentrée principalement dans les régions céréalières de la commune frontalière de Benguecha, détenant 50% de la surface emblavée, suivie par les communes de Hassi-Khelifa, Trifaoui et El-Meghaïer.

La DSA, qui a relevé une forte production de céréales au niveau des régions nouvellement exploitées à Benguecha, a fait état de la prise de toutes les dispositions nécessaires par la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) pour le stockage de la moisson, dont deux points de stockage à El-Fouïla, d'une capacité de 250.000 QX, et au siège de la CCLS d'une capacité de 25.000 QX.

Par souci d'assurer la réussite de la campagne, les Services agricoles ont mobilisé les moyens matériels nécessaires, et s'emploie à étendre et développer la surface céréalière et d'identifier d'autres surfaces pour le développement de la culture des légumes secs à travers la wilaya.

INFLATION - INDICATEUR

Le taux d'inflation moyen annuel stable à 1,8% en mars 2020 (ONS)

Le taux d'inflation annuel en Algérie a atteint 1,8% durant le mois de mars dernier, soit le même taux qui a été enregistré durant le mois de février 2020, a-t-on appris mardi auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à mars 2020, qui est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte de 12 mois, allant du mois d'avril 2019 à mars 2020 par rapport à la période allant d'avril 2018 à mars 2019.

La variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'évolution de l'indice du prix du mois de mars 2020 par rapport à celui du mois février 2020, a connu une hausse de 1,2%, a indiqué l'Office. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une hausse de 2,5%.

Les produits agricoles frais ont également aug-



menté de 5,1%. Cette variation haussière est induite par l'augmentation de certains produits, notamment, la viande de poulet (+2,8%), les

légumes (+19,2%) et la pomme de terre (+12,9%).

Quant aux produits alimentaires industriels, les prix ont connu une hausse

modérée de + 0,1% durant le mois de mars dernier et par rapport au mois de février 2020, selon l'Office.

Les prix des produits manufacturés ont accusé une croissance de 0,5%, alors que ceux des services ont connu une stagnation. Par groupe de biens et de services, les prix des groupes "santé hygiène corporelle" ont enregistré une hausse de 0,2 %, ceux des "transport et communication", une variation haussière de 0,4% et ceux du groupe divers de +0,7%.

L'ONS relève, par ailleurs, que le reste des biens et services s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations.

En 2019, le taux d'inflation en Algérie avait atteint 2%.

INDUSTRIE - ANNABA

Rédha Belhadj, nouveau directeur général du complexe El Hadjar

Le conseil d'administration du complexe Industriel Sider El Hadjar d'Annaba a désigné lundi Rédha Belhadj en qualité de nouveau Directeur général de ce complexe sidérurgique succédant à Chamseddine Maâtallah qui a été relevé de ses fonctions, a-t-on indiqué dans une communication émanant du directeur de la communication d'El Hadjar, Hichem Bammoune. Le limogeage de Chamseddine Maâtallah, ancien Directeur général de Sider, est consécuteur à une démission collective des membres du conseil d'administration du complexe El Hadjar après avoir enregistré un défi-

cit budgétaire estimé à 14 milliards de dinars, est-il mentionné dans le document. Selon le communiqué, la démission collective des membres du conseil d'administration du complexe Sider intervient suite au bilan négatif de l'exercice 2019. L'Assemblée générale ordinaire de Sider El Hadjar a approuvé et validé la démission collective des membres du conseil d'administration, lors d'une session extraordinaire tenue aujourd'hui lundi au siège du complexe et procédé à la reconfiguration du conseil d'administration dont les nouveaux membres ont désigné, à l'unanimité,

Rédha Belhadj comme nouveau directeur général du complexe El Hadjar, a-t-on précisé de même source. La nomination d'un nouveau Directeur général à la tête de Sider ainsi que le nouveau conseil d'administration a été accueillie avec "satisfaction" par les cadres et la section syndicale du complexe, a souligné, par ailleurs, le même communiqué.

A noter que le nouveau Directeur général d'El Hadjar, Rédha Belhadj, occupait le poste de directeur technique au sein de ce complexe de sidérurgie et fait partie de ses cadres depuis plus de 20 ans.

ACTIVITÉS DES AÉROPORTS DE L'OUEST

Le chiffre d'affaires en baisse de 95% en avril

L'entreprise de gestion des services aéroportuaires de l'Ouest (EGSAO) basée à Oran, enregistre le mois d'avril courant, une baisse de son chiffre d'affaires de l'ordre de 95 PC en raison de la crise sanitaire mondiale du Coronavirus.

Le PDG de l'entreprise, Abdelkader Kessal, a indiqué à l'APS que ce chiffre d'affaires a chuté de l'ordre de 95 PC durant le mois d'avril courant, en raison des répercussions de la pandémie du Covid-19 sur les activités économiques et humaines à l'échelle mondiale.

L'EGSAO gère onze aéroports à travers les régions Ouest et Sud-Ouest du pays, ceux d'Oran, Tlemcen, El Bayadh, Mascara, Bechar, Mechria, Tiaret, Adrar, Timimoun, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar, rappelle-t-on.

Le seul aéroport international "Ahmed Benbella" d'Oran génère, à lui seul, 80 PC du chiffre d'affaires de l'entreprise par le biais des différents commerces, boutiques et parkings qu'il abrite et des services qu'il assure.

Pour le PDG de l'EGSAO, ces difficultés financières n'auraient pas des répercussions sur le versement des salaires des travailleurs, du moins jusqu'au mois de mai prochain.

Toutefois, a-t-il estimé, et en cas de la persistance de la crise sanitaire du Covid-19 au mois de juin, la recherche de "solutions" à cette situation sera alors indispensable avec le partenaire social.

Par ailleurs, dans le cadre des dispositions de prévention contre le coronavirus, l'entreprise a procédé à la mise en congé de 90 PC de l'ensemble de ses effectifs, estimés à 900 travailleurs, en leur accordant des congés annuels ou exceptionnels

ainsi que leurs reliquats de congés. La priorité a été accordée aux personnes souffrant de maladies chroniques. Seuls les personnels chargés des permanences et des équipes de nuit, à l'instar de celles des agents de sécurité, assurent normalement leurs missions et bénéficient du transport.

Cette période de ralentissement des activités a été saisie pour entreprendre des travaux de maintenance de certains équipements et d'aménagement de certains services.

Priorité à la désinfection des équipements

Depuis l'arrêt du trafic aérien, l'activité normale de l'aéroport international "Ahmed Benbella" est presque quasiment nulle.

Seules deux lignes internationales ont été assurées par la compagnie nationale Air Algérie. L'une à destination de Paris et à raison de deux vols hebdomadaires. Elle est destinée au transport des ressortissants binationaux non astreints au confinement. Un avion de petite capacité (175 places) est mobilisé à cet effet.

L'autre ligne, Oran-Lyon, est réservée au transport des marchandises et du fret, a expliqué le directeur de l'aéroport, Benchenane Nadjib Allah.

De son côté, la compagnie Tassili Airlines s'occupe du transport des personnels de Sonatrach vers les régions du Sud comme Ain Amenas, Hassi Messaoud et Adrar en plus d'Alger, à raison de sept vols (aller-retour) par semaine.

À titre exceptionnel, l'aéroport d'Oran a accueilli, durant cette période d'arrêt du trafic aérien, cinq vols consacrés au rapa-

trierement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger.

Il s'agit de 325 algériens provenant d'Istanbul, 330 de Londres, 245 d'Alicante, 265 de Marseille et 255 de Paris.

En temps normal, chaque jour, une trentaine de départs en moyenne est enregistrée à partir d'Oran vers Djeddah (Arabie Saoudite), Istanbul (Turquie), Casablanca (Maroc), Toulouse, Marseille et Paris (France), Tunis, Alicante (Espagne) et autres.

Cette période d'inactivité a été saisie pour mener des opérations de désinfection des infrastructures aéroportuaires de l'Ouest et du Sud Ouest du pays.

Dans ce contexte, l'EGSAO a dégagé un important budget pour mener à bien ces opérations, a-t-on précisé.

La campagne touche aussi bien les bâtiments, les différents locaux, les moyens matériels comme les scanners, les tapis roulants, les escalators ainsi que les bus utilisés dans le transport des voyageurs vers les aéroports et les aéronefs.

Dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie, une commission de suivi et de contrôle du dispositif préventif a été mise en place au niveau de l'aéroport. Elle est composée de représentants des secteurs de la santé, de la PAE, des douanes et du contrôle sanitaire aux frontières, a expliqué le directeur de l'infrastructure aéroportuaire d'Oran, également président de cette commission.

Les aéroports réservés aux vols domestiques et internationaux, le salon d'honneur, les façades de l'aéroport ont été, entre autres, désinfectées, ont indiqué les mêmes sources.

PÉTROLE

Arkab : « "OPEP+" veillera au contrôle du respect de la mise en œuvre l'accord de réduction de la production »

Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs alliés s'attendent à examiner les mécanismes de contrôle de la mise en œuvre de l'accord de réduction de la production de pétrole qui entrera en vigueur début mai en vue d'assurer la réalisation de l'équilibre du marché et le rebondissement des prix, a indiqué lundi à Alger, M. Mohamed Arkab, ministre de l'Energie et président de la Conférence de l'OPEP.

"Le rôle des pays OPEP/non-OPEP (OPEP+) consiste, actuellement à examiner les mécanismes de contrôle de la mise en œuvre de l'accord de réduction de la production annoncé lors de la réunion du 12 avril, car il s'agit d'un accord très important pour parvenir à l'équilibre du marché et au rebondissement des prix parallèlement au retour progressif de la demande sur le pétrole", a précisé le ministre sur les ondes de la chaîne I de la Radio nationale.

Dans ce cadre, il a fait savoir que les concertations se poursuivent avec certains pays de l'OPEP+ sur la situation du marché mondial du pétrole et "les mécanismes de contrôle et de vérification de la mise en œuvre de l'accord de réduction de production".

Certains ministres des pays producteurs membres de l'alliance OPEP+ signataires de la Déclaration de coopération avaient tenu récemment une réunion informelle par visioconfé-



rence pour échanger leurs points de vue sur la situation du marché et ses perspectives à court terme.

Lors de cette réunion présidée par le ministre algérien de l'Energie, Mohamed Arkab, en sa qualité de Président de la Conférence de l'OPEP, les ministres des pays de l'OPEP ont convenu de poursuivre leur dialogue et de se réunir à nouveau dans un avenir proche.

Par ailleurs, M. Arkab a fait état de concertations

"très positives" avec les pays non signataires de l'accord de coopération pour se joindre aux efforts visant à réaliser l'équilibre du marché à travers des réductions volontaires de leur production de pétrole, ce qui permettra d'absorber rapidement les quantités de pétrole actuellement sur le marché.

Les prix du pétrole devrait rebondir à partir de mai avec l'entrée en vigueur de l'accord "OPEP+" de réduction de la production

et le début progressif du déconfinement dans de nombreux pays, à l'instar de la Chine, ce qui induira une hausse progressive de la demande mondiale sur les produits énergétiques, a estimé le ministre.

Des études réalisées par des experts de l'OPEP+ prévoient des prix du pétrole oscillant entre 35 et 38 dollars le baril et pouvant atteindre jusqu'à 40 dollars au deuxième trimestre de l'année, a-t-il avancé.

Les prix peuvent atteindre les niveaux que nous avons connus durant le deuxième semestre de l'année passée et début de l'année en cours avant la propagation du COVID-19, lesquels prix étaient entre 50 et 60 dollars, a-t-il dit.

Le ministre a souligné que Sonatrach continuait sa production et qu'elle n'était pas endettée et disposait de ses propres moyens de production et d'une importante flotte maritime, ce qui la préserve des répercussions de la crise de la chute des cours.

ROYAUME-UNI/UE/BREXIT

Malgré le coronavirus, Londres juge un accord post-Brexit toujours possible

Le Royaume-Uni a assuré lundi qu'un accord de libre-échange post-Brexit avec l'Union européenne restait possible, malgré un calendrier serré rendu encore plus difficile à tenir par la crise du nouveau coronavirus et les doutes de Bruxelles.

Le pays a quitté officiellement l'UE le 31 janvier, après 47 ans d'un mariage houleux, et espère conclure un accord post-Brexit avant la fin d'une période de transition, durant laquelle les règles européennes continuent de s'appliquer, courant jusqu'à fin décembre. Les chances d'y parvenir avant cette date sont de plus de "deux contre un", a jugé lundi le ministre britannique Michael Gove, bras-droit du Premier ministre Boris Johnson, devant une commission parlementaire. Il a aussi rappelé que le gouvernement refusait de prolonger la période de transition: cela coûterait des "milliards" de livres aux contribuables britanniques, a-t-il affirmé. "Prolonger la période de transition signifierait donner à l'UE de l'argent dont beaucoup d'entre nous estimant qu'il serait mieux employé à soutenir le NHS (service public de santé britannique) ou notre économie", a-t-il jugé.

Le calendrier, qui était déjà jugé ambitieux avant la pandémie de nouveau coronavirus, a été chamboulé par la propagation du virus qui frappe durement de nombreux pays européens, dont le Royaume-Uni, avec plus de 21.000 morts.

Selon Michael Gove, 47 fonctionnaires britanniques qui étaient affectés au dossier du Brexit ont été détachés pour faire face à la crise de la maladie Covid-19. Il a toutefois estimé que l'épidémie "devrait (...) renforcer l'importance de parvenir à un accord". Le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, a lui accusé la semaine dernière le Royaume-Uni de ne "pas s'engager sérieusement sur un certain nombre de points fondamentaux", tenant le pays pour responsable du peu d'avancées "tangibles" réalisées à l'issue du dernier cycle de négociations, qui s'est achevé vendredi.

Les prochaines négociations sont prévues le 11 mai et toute prolongation de la période de transition devrait être décidée par le gouvernement britannique avant fin juin. Faute d'accord, les échanges entre les deux pays seront régis par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entraînant d'importants coûts pour les importateurs et risquant de les perturber fortement.

ETATS-UNIS - AÉROSPATIALE

La production du Boeing 787 reprendra début mai

La production des Boeing 787 dans l'Etat de Caroline du Sud, suspendue depuis début avril, reprendra au début du mois de mai, et non le 23 avril comme initialement prévu, a annoncé lundi le constructeur américain.

"La plupart des collaborateurs reviendront le 3 mai ou le 4 mai", a précisé Boeing dans un communiqué, ajoutant que cela concernait "toutes les opérations qui ont été temporairement suspendues le 8 avril en réponse à la pandémie de Covid-19".

Le constructeur invite en revanche les personnels capables de faire du télétravail "à continuer de le faire". "La santé et la sécurité de nos collaborateurs, de leurs familles et de notre communauté est notre priorité commune", a affirmé Brad Zaback, chef du site de Boeing en Caroline du Sud, vice-président et directeur général du programme 787.

Il souligne que le groupe s'assurera "que l'équipement de protection individuelle est facilement disponible et que toutes les mesures de sécurité nécessaires sont en place pour reprendre le travail".

Les hauts dirigeants du site seront eux de retour dès jeudi et les gestionnaires vendredi afin de préparer la reprise des opérations.

Boeing avait annoncé le 16 avril une reprise graduelle, qui a commencé la semaine dernière, de sa production d'avions commerciaux aux Etats-Unis, après une interruption en réponse aux mesures de confinement imposées pour endiguer la propagation du coronavirus.

Les usines du groupe dans l'Etat de Washington, dans le nord-ouest du pays, qui emploient 70.000 personnes, étaient concernées par cette annonce.

Elles assemblent le 737, le 747, le 767, le 777 et une partie des 787.

Ce sont environ 27.000 salariés qui ont repris le travail, dont certains depuis une semaine.

PÉTROLE - STOCKAGE

Les capacités mondiales de stockage saturées dans trois semaines

Le marché mondial du pétrole est en passe d'atteindre ses limites en matière de capacité de stockage dans les trois prochaines semaines, a révélé une nouvelle étude de la Banque Goldman Sachs, qui ajoute que cela nécessitera l'arrêt de près de 20 % de la production mondiale.

En fait, une fois qu'il n'y aura plus de place pour stocker le pétrole, il faudra probablement 4 à 8 semaines pour que les marchés s'accommodent de cette situation, a estimé cette étude. Ce rééquilibrage annoncé de l'offre et de la demande est une bonne nouvelle pour le secteur qui a

connu ses plus mauvaises statistiques au cours des deux derniers mois. Mais cela va certainement créer une volatilité importante des prix avec de nouveaux creux à la baisse jusqu'à ce que l'offre soit finalement égale à la demande, a souligné Jeff Crie, directeur de recherche sur les matières premières chez Goldman Sachs.

L'institution financière pense que les prix ne se redresseront probablement que lentement jusqu'à la mi-2021 et que selon ce scénario, le marché pourrait ainsi rester déficitaire de l'offre jusqu'en juin.

HYDROCARBURES

Le britannique BP annonce une perte de 4,4 milliards usd au 1^{er} trimestre

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé mardi une lourde perte nette de 4,4 milliards de dollars au premier trimestre, touché de plein fouet par la déroutante d'un marché pétrolier frappé par la pandémie.

BP, comme l'ensemble du secteur, fait face à une crise sans précédent, marquée par un effondrement spectaculaire des prix du pétrole en mars du fait notamment d'une demande mondiale à l'arrêt.

Le groupe avait dégagé un bénéfice net de 2,9 milliards de dollars un an plus tôt, rappelle-t-il dans un communiqué.

Et la chute des cours qui s'est poursuivie en avril, avec un baril américain qui est même passé en négatif, augure d'une année cauchemardesque pour le secteur et BP.

Le groupe est en outre particulièrement sensible au marché américain depuis le rachat d'actifs dans le schiste pour plus de 10 milliards de dollars auprès du groupe minier BHP en 2018.

"Notre industrie est touchée par des chocs sur l'offre et sur la demande

d'une ampleur jamais vue auparavant", relève le directeur général du groupe Bernard Looney.

BP explique que la très forte baisse de la demande, du fait des confinements de population et des restrictions de déplacements, entraîne une saturation des capacités de stockage, ce qui pèse lourdement sur les prix.

Dans le même temps, selon le groupe, les efforts des pays de l'Opep et de ses partenaires pour limiter la production de 10 millions de barils par jour devraient avoir du mal à rééquilibrer le marché à court terme.

BP s'attend à produire encore moins au deuxième trimestre, par rapport au premier, tandis que ses activités dans le raffinage vont encore tourner au ralenti et plomber les marges.

Au total, sa production a reculé de 2,8% au premier trimestre sur un an à 3,7 millions de barils équivalent pétrole par jour.

Pour amortir le choc, BP rappelle avoir mis en place une série de mesures, dont une réduction de 25% de ses dépenses d'investissement, qui



tomberont à 12 milliards de dollars cette année. En parallèle, le groupe va mener un programme d'économies de 2,5 milliards de dollars d'ici fin 2021, en mettant l'accent sur le numérique et des synergies entre activités.

Et il a renforcé sa trésorerie, qui atteignait 32 milliards de dollars fin mars avec des facilités de crédit et des emprunts obligataires.

RAMADHAN - CONFINEMENT Le ramadhan au temps du confinement à Oran



Le mois sacré du ramadhan a débuté, cette année à Oran, dans une conjoncture particulièrement marquée par les restrictions liées au confinement.

Sans prières collectives, ni repas partagés, nombreux sont peinés de ne pouvoir savourer les soirées ramadanesques autrefois très animées et pleines de convivialité.

Les portes des mosquées closes et manque de réunions et de soirées familiales.

Une situation que beaucoup éprouvent des difficultés à assumer.

"Sans les tarawih et les soirées familiales, le ramadhan manque d'ambiance", regrette Rachid, fraîchement retraité, qui arrivait difficilement à remplir ses journées avant le confinement.

Se défait d'une sorte de programme établi depuis des années, rythmé par de gourmandes courses en fin de journée, avant la rupture du jeûne et les soirées entre amis dans les cafés du centre-ville, est quelque chose de "tellement dur" pour Hichem, un jeune célibataire, qui trouve désormais les journées "interminables" et les soirées "monotones". "Il est vrai qu'il s'agit avant tout d'un mois de piété et de prière, mais sans l'ambiance festive de ses soirées, le ramadhan perd de son éclat", a-t-il estimé.

A l'approche de l'iftar, les hauts parleurs des mosquées portent les versets du Saint Livre et les douâa jusque dans les maisons.

Ami Medjahed, agrippé à sa fenêtre, a du mal à contenir son émotion.

Ses yeux disent tout le chagrin et la tristesse qu'il a à abandonner ces rituels.

"La mosquée est toute ma vie", dit-il d'une voix vibrante. A 73 ans, cet ancien commerçant est un fidèle de la mosquée de son quartier à Seddikia.

"Nous n'avons pas le choix.

Nous devons patienter, c'est pour notre bien et celui de toute la société", s'est-il empressé d'ajouter.

Silence sur la ville

Le soir, les rues oranaises, autrefois bondées et illuminées de mille feux en cette période, sont tristes et silencieuses.

Le mauvais temps qui a enveloppé la ville ces derniers temps ne fait qu'accentuer cette ambiance, qui donne l'impression aux passants d'errer dans une ville fantôme.

Les artères principales sont désertes.

Il n'est toutefois pas rare de tomber sur des petits groupes de jeunes lorsqu'on s'aventure dans les quartiers populaires, qui sortent dehors, faisant fi des recommandations du confinement et de la distanciation sociale.

Si la gente masculine peine à conjuguer le ramadhan et le confinement, certaines femmes estiment, quant à elles, qu'il n'est pas aussi difficile de trouver un équilibre avec cette nouvelle équation.

"Entre les enfants, la lecture du Coran, la préparation des repas et les tâches ménagères, je n'ai pas vraiment le temps de m'ennuyer", lance Farida, mère au foyer, ajoutant que le soir, après le ftour, elle est effondrée de fatigue.

Pour sa part, Nassima une commerciale de 37 ans, tente de trouver du positif, essayant de vivre des moments privilégiés avec ses enfants qu'elle ne voyait pas aussi souvent avant le confinement.

"Avant, je me plaignais de n'avoir pas assez de temps pour m'occuper de mes enfants en bas âge à cause de mon travail.

Maintenant que je dispose du temps à revendre, je vais en profiter pour partager plus de choses avec eux", avoue-t-elle.

Avec une douzaine de décès, Oran est l'une des villes les plus endeuillées par la pandémie après Blida et Alger.

Même si le confinement semble contraignant à subir et à vivre en cette période, il demeure la seule solution pour la prévention contre la propagation du virus, estiment des personnes interviewées.

WILAYA D'ALGER

Les coiffeurs et les vendeurs de vêtements et de chaussures tenus de respecter les règles d'hygiène et de distanciation sociale

Les services de la wilaya d'Alger ont indiqué lundi que la décision de réouverture et de reprises de certaines activités, à l'instar des salons de coiffure et la vente des vêtements et des chaussures, exige des commerçants un respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19.

S'adressant aux commerçants autorisés à reprendre leurs activités commerciales, notamment la coiffure et la vente des vêtements et de chaussures, les services de la wilaya d'Alger ont rappelé qu'en vertu de l'instruction du Premier ministre, l'exercice de ces activités est soumis à des règles sanitaires essentielles en vue d'endiguer la propagation du Covid-19, à savoir le strict respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale.

Dans ce contexte, les mêmes services ont établi une liste de mesures sanitaires à respecter par les salons de coiffures dont le travail à portes fermées, l'interdiction de recevoir plus de (02) deux clients en même temps, la prise des rendez-vous par téléphone, le port des masques et des gants obligatoire pour le coiffeur et pour le client outre la stérilisation du milieu de travail au quotidien, a ajouté la même source. Par ailleurs, les commerces d'habillement



et de chaussures doivent respecter des règles sanitaires drastiques, avec comme toute première règle à appliquer à l'entrée du magasin, la désinfection des chaussures et la prise de la température corporelle au moyen de thermomètres infrarouges portatifs et non-invasifs, tout en obligeant tant le client que le vendeur, le port de bavette, avec limitation du nombre de clients à l'intérieur du magasin, selon la surface, à trois (3) personnes au plus à la fois.

Dans le même contexte, les mêmes services ont indiqué que l'essayage des chaussures doit impérativement se faire avec des sachets à usage unique, tout en appliquant soigneusement le gel hydro-alcoolique sur les mains, dans le respect de la distanciation sociale, entre le client et le vendeur.

Rappelant que la décision de réouverture a été prise dans le but de limiter l'impact économique et social de la crise sanitaire

induite par la propagation du Coronavirus et en application des dispositions de l'arrêté de wilaya N 2146, la même source a souligné que le respect de ces règles est une nécessité et que "toute contravention à ces conditions, expose son auteur à des peines prévues par les lois et réglementations en vigueur, dont la fermeture immédiate du magasin".

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a émis samedi une instruction à l'adresse des départements ministériels concernés ainsi que les walis de la République pour l'élargissement des secteurs d'activités et l'ouverture des commerces, à l'effet de réduire l'impact économique et social de la crise sanitaire, induite par l'épidémie de coronavirus (Covid-19).

Les walis sont tenus "de définir les conditions de prévention sanitaire à respecter avec rigueur", concernant les activités de coiffure et les commerces d'habillement et de chaussures.

TIZI-OUZOU - CORONAVIRUS

Les villages d'Irdjen mobilisés pour le confinement et la solidarité

Irdjen une commune de la daïra de Larbaa n'Ath Irathen, à 20 km au sud-est de Tizi-Ouzou, offre l'un de plus beaux exemples d'organisation et de solidarité durant cette pandémie de Coronavirus.

Plutôt que de s'organiser chacun dans son agglomération, les comités des 11 villages qui composent cette commune qui jouit d'un panorama époustouflant sur le barrage hydraulique de Taksebt, ont compris qu'il sera plus efficace de mutualiser leurs efforts et leurs moyens pour organiser l'action de prévention contre la propagation du coronavirus et de solidarité au profit des nécessiteux.

"Dès l'annonce, vers le 17 mars, du premier cas suspect et qui s'est avéré négatif par la suite, une organisation de la société civile a commencé se mettre en place pour bien gérer le confinement et la désinfection des villages", a indiqué à l'APS un de initiateur de cette organisation, Hamid Djouaher.

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Irdjen, Achour Leslous a réuni, le 23 mars dernier, les représentants des comités de villages au niveau de la bibliothèque communale afin d'arrêter ensemble une stratégie de prévention contre la propagation du Covid-19.

Un comité communal de veille a été mis en place et d'autres réunions ont eu lieu par la suite et auxquelles le personnel soignant et cette même localité et les services de sécurité ont été associés.

Lors d'une réunion tenue le 31 mars écoulé des résolutions importantes ont été prises, dont l'installation de cellules de crise dans tous les villages, la réglementation de la circu-

lation et vers les villages et la limitation du nombre de personnes lors des enterrements.

Pour lancer les opérations de désinfection de toute la commune, le comité communal de veille a obtenu un don de 16 pulvérisateurs auprès d'un commerçant et ont été distribués sur les 11 comités de villages.

Des agriculteurs ont mobilisé leurs tracteurs pour participer à la désinfection de la commune.

Les produits de désinfection ont été aussi offerts par des commerçants, ont indiqué M.

Djouaher et Nechak Zahir, également membre du même comité communal de veille.

Ces deux bénévoles ont ajouté que l'opération de confinement des villageois a été lancée en parallèle.

"Les entrées aux villages sont rigoureusement contrôlées et les véhicules systématiquement désinfectés".

Sur un autre front, celui de la solidarité avec le personnel soignant, les habitants d'Irdjen se sont lancés dans la fabrication de masques anti-projection et de combinaisons ainsi que dans la mobilisation de transport pour assurer le déplacement des médecins, infirmiers et autres employés de la santé qui ne disposent pas d'un véhicule personnel et de lieux d'hébergement pour ceux qui habitent loin.

M. Djouaher, qui avait loué, avant la pandémie deux ateliers de confection, a mis gratuitement ces derniers à la disposition des couturiers afin de confectionner des moyens de protection notamment des combinaisons.

La couture de masques, préalablement découpés en atelier, étant assu-

rée à domicile par des bénévoles.

Une solidarité inter-villageoise qui a renforcé les liens de fraternité

Cette mobilisation des 11 villages de la commune autour d'un but commun et d'une mission aussi noble qui est l'entraide, a renforcé les liens de fraternité entre les habitants d'Irdjen, ont témoigné MM Nechak et Djouaher.

Ce dernier a avoué que "cela fait longtemps que je n'ai pas vu une cohésion sociale aussi forte.

Les liens de fraternité se sont renforcés et je peux dire que la gestion de cette crise est une réussite dans notre commune", a-t-il souligné.

Grace à cette solidarité, un total de 683 colis alimentaires a été distribué aux familles dans le besoin à travers tous les villages de la commune.

En outre 4 000 sacs de semoules ont été remis aux familles dans une organisation parfaite assurée par les comités des villages et de quartiers de la commune, et l'opération de retraité des pensions de retraité s'est déroulée dans le respect des mesures barrières grâce à la mobilisation de bénévoles, ont indiqué ces deux interlocuteurs.

Quelque 420 combinaisons de protection ont été remises au personnel soignant alors qu'environ 5 000 bavettes ont été distribuées à ces derniers mais aussi à des employés de banques, d'agences postales, des commerçants et aux comités de villages pour protéger la population contre le coronavirus, a souligné M. Djouaher qui a rappelé la nécessité de continuer à observer le confinement pour préserver la commune de cette pandémie.

ONU - DROITS HUMAINS

L'ONU appelle les pays à respecter l'état de droit en dépit du coronavirus

La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a appelé lundi les pays à respecter l'état de droit en dépit du coronavirus, en limitant notamment dans le temps les mesures exceptionnelles, afin d'éviter une "catastrophe" pour les droits humains.

"Nuire aux droits tels que la liberté d'expression peut causer des dommages incalculables aux efforts inculcables pour contenir la Covid-19 et ses effets socio-économiques secondaires pernicieux", a relevé Michelle Bachelet dans un communiqué.

L'ONU est particulièrement inquiète car les mesures et lois introduites dans certains pays font référence à "des infractions vaguement définies, associées parfois à des peines sévères, alimentant les craintes qu'elles puissent être utilisées pour museler les médias et détenir les critiques et les opposants".

"Compte tenu de la nature exceptionnelle de la crise, il est clair que les Etats ont besoin de pouvoirs supplémentaires pour y faire face. Cependant, si l'état de droit n'est pas respecté, la situation d'urgence sanitaire risque de devenir une catastrophe des droits de



l'Homme, dont les effets néfastes surpasseront pendant longtemps la pandémie elle-même", a affirmé Mme Bachelet.

"Les gouvernements ne devraient pas se servir des pouvoirs d'urgence comme d'une arme pour faire taire l'opposition, contrôler la population, ou même rester au pouvoir", a-t-elle averti.

La Haute-Commissaire a souligné que les mesures

exceptionnelles ou l'état d'urgence devraient être "proportionnées, non discriminatoires et limitées dans le temps", et faire l'objet d'une surveillance parlementaire, judiciaire et publique appropriée".

Elle a par ailleurs indiqué avoir reçu "un certain nombre d'informations émanant de différentes régions dans le monde selon lesquelles la police et

d'autres forces de sécurité ont fait un usage excessif et parfois mortel de la force pour faire respecter les confinements et les couvre-feux.

"Ces violations ont souvent été commises contre des personnes appartenant aux couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population", a détaillé Mme Bachelet.

"Il est évidemment inacceptable et illégal de tirer sur une personne ayant enfreint un couvre-feu en quête désespérée de nourriture, de la placer en détention, ou de lui faire subir des violences", a-t-elle déclaré, sans citer de pays.

L'ancienne présidente chilienne a également dénoncé que "dans certains pays, des milliers de personnes ont été arrêtées pour avoir enfreint le couvre-feu", jugeant cela "inutile et dangereux" et appelant les Etats à libérer les détenus qui peuvent l'être.

FRANCE

Le moral des ménages subit une chute historique en avril

L'indice de confiance des ménages en France a subi en avril une chute historique après la mise en place des mesures de confinement pour lutter contre le coronavirus, a indiqué mardi l'Insee.

L'indicateur, calculé sur la base de soldes d'opinion (différence entre proportion de réponses positives et négatives), a perdu 8 points par rapport à mars, la chute la plus brutale depuis la création de cet indicateur en 1972, a précisé l'institut dans un communiqué. Il est ainsi passé à 95 points, sous sa moyenne de longue période (100).

Pour expliquer cette dégringolade, l'Insee souligne que son enquête du mois d'avril a été menée du 27 mars au 18 avril 2020, soit après la mise en place du confinement de la population le 17 mars, "alors que la collecte de l'enquête de mars s'était déroulée essentiellement avant la période de confinement". Dans le détail, le solde d'opinion des ménages sur le niveau de vie futur en France a connu la plus forte baisse jamais enregistrée sur un mois pour se situer à -71, le niveau le plus bas "jamais atteint depuis le début de l'enquête". Les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage ont augmenté, pour leur part, "très fortement en avril", gagnant 42 points pour atteindre "un niveau inégalé depuis juillet 2015", a souligné l'Insee. Par ailleurs, la part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner a connu une baisse de 5 points en avril, se situant à un niveau nettement inférieur à sa moyenne de longue période.

Sans surprise, la proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants a chuté "lourdement", soit une perte de 43 points pour atteindre son plus-bas historique.

En avril, les ménages ont aussi été plus nombreux qu'en mars à redouter que les prix augmentent au cours des douze prochains mois, a souligné l'Insee.

FRANCE - ÉPIDÉMIE - TRANSPORT

Le déconfinement inquiète les syndicats des transports

Les principaux syndicats de la société nationale des chemins de fer (SNCF) et de la RATP (Régie autonome des transports parisiens) s'inquiétaient lundi des conditions du déconfinement dans les transports en commun, à la veille des annonces du Premier ministre français Edouard Philippe qui doit dévoiler mardi le plan du gouvernement.

"Techniquement" le 11 mai à la SNCF, il sera "possible de reprendre au moins partiellement l'activité", mais "la question, ce sera quel niveau de protection on pourra garantir aux usagers et aux salariés", a relevé sur BFMTV Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT-Cheminots, premier syndicat du groupe ferroviaire.

"On veut des masques, des protections, un certain nombre de dispositions, pour être sûr qu'on ne se contaminera pas", qu'"on ne contaminera pas les usagers, les familles", a déclaré

"Si on n'organise pas de distanciation sociale dans les trains, il faut impérativement qu'on ait des masques FFP2", qui sont "le niveau de sécurité adéquat", a jugé M. Brun.

"Est-ce qu'on aura la quantité suffisante pour les usagers et les salariés? Comment on va les distribuer?", s'est-il interrogé, en indiquant qu'"il y a beaucoup de peur" chez les cheminots.

Questionné sur la possibilité d'arrêts de travail de cheminots en l'absence de masques FFP2, il a répondu: "c'est les salariés qui le décideront".

De son côté, l'Unsa-RATP, premier syndicat de la régie, a réclamé dans un communiqué des "moyens de protection incontournables: masques, gels hydroalcooliques" pour le déconfinement, qui devront "être à disposition des agents en quantités importantes" et "disponibles pour (les) voyageurs".

Pour l'Unsa-RATP, le port du masque par les voyageurs doit être

"obligatoire". "La RATP n'a pas à financer" ces masques "mais peut participer" à leur distribution", estime le syndicat, pour qui "il n'est pas question" que le contrôle du port du masque "repose sur (les) seuls agents de sécurité de la régie".

Outre les masques, l'Unsa-RATP réclame une désinfection "efficace" des matériels utilisés par les agents et les voyageurs, avec "rapidement" une généralisation de "dispositifs testés en ce moment: nébulisation ou fumigation". Concernant "le respect des règles de distanciation sociale", il sera "ingérable par l'entreprise" sur ses réseaux, note le syndicat.

"Chaque voyageur devra se responsabiliser et les employeurs être au niveau de l'enjeu", avec le recours au télétravail "chaque fois que possible" et un lissage des horaires de travail "pour étaler les heures d'affluence", souhaite l'Unsa-RATP.

SALVADOR - VIOLENCES

39 personnes assassinées en 3 jours

Trente neuf (39) personnes ont été assassinées par des bandes criminelles rivales le weekend dernier au Salvador, ont annoncé les autorités locales.

Les gangs avaient tué 22 personnes vendredi, 12 samedi et encore cinq dimanche, ont signalé les autorités, notant que cette vague d'assassinats rompt avec le coup de frein constaté dernièrement à la faveur des mesures de confinement face au coronavirus. "Les maras profitent de ce que presque toutes nos forces de sécurité sont occupées à contrôler la pandémie", s'est indigné sur Twitter le président salvadorien Nayib Bukele. La veille, le chef d'Etat du pays avait déclaré l'état d'urgence dans les centres pénitentiaires dans le but d'éviter que les détenus ne puissent faire passer à leurs troupes à l'extérieur des ordres de commettre des crimes. Plus de 17.000 membres des maras sont emprisonnées au Salvador, sur un effectif total estimé à 70.000 gangsters qui se livrent surtout au racket et au trafic de drogue. Le Salvador, un pays de 6,6 millions d'habitants, est l'un des pays les plus dangereux au monde, hors zones de conflit armé, avec une moyenne en 2019 de 35,6 meurtres pour 100.000 habitants. La majorité de ces homicides sont imputés aux maras.

ETATS-UNIS

Des experts onusiens demandent la libération de migrants des centres d'hébergement

Des experts indépendants de l'ONU ont demandé la libération de migrants des centres d'hébergement à haut risque aux Etats-Unis afin de contrer la menace d'une épidémie de nouveau coronavirus, a indiqué mardi l'ONU dans un communiqué de presse.

"Le gouvernement américain doit de toute urgence utiliser des alternatives facilement disponibles à la détention pour les migrants détenus dans des centres administratifs surpeuplés et insalubres afin de contrer le risque d'une épidémie de COVID-19", a plaidé lundi à Genève un groupe d'experts indépendants des droits de l'homme de l'ONU.

"Aucun de ces migrants n'est détenu pour des infractions pénales, mais attendent simplement que des décisions soient prises sur leurs demandes

d'immigration", a noté le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des migrants, Felipe Gonzalez Morales.

Les experts indépendants onusiens indiquent avoir reçu plusieurs rapports sur les conditions d'insalubrité et le manque de soins de santé appropriés pour les 1.500 détenus du Centre de traitement du Nord-Ouest, situé à Tacoma, dans l'Etat de Washington.

Ce centre est géré par une société privée, le groupe GEO, pour le compte de l'Agence américaine de l'immigration et des douanes.

"Nous avons entendu dire qu'il y a un manque de mesures de protection pour les détenus, qu'il est impossible de garder la distance physique recommandée et que les nouveaux arrivants ne sont pas mis en isolement pour observation

médicale", a ajouté M. Gonzalez Morales.

Pour l'expert indépendant onusien, cela soulève de graves inquiétudes quant à la possibilité que le coronavirus se propage dans le centre.

Cet établissement a fait état de problèmes liés à la fourniture de soins de santé inadéquats et de conditions insalubres.

De plus, "il est très difficile de maintenir la distance physique nécessaire dans des centres de détention surpeuplés".

"Réduire de manière significative le nombre de migrants détenus en les relâchant dans d'autres lieux peut facilement résoudre ce problème", a insisté le rapporteur spécial.

Face à telles conditions, M. Gonzalez

Morales a demandé à l'administration américaine et au groupe GEO de "garantir l'accès aux soins de santé, à des installations d'eau et d'assainissement adéquates, et de renforcer les mesures visant à prévenir l'apparition et la propagation du Covid-19 dans l'établissement".

Plus largement, le rapporteur spécial a indiqué que la détention administrative des immigrants ne devrait être utilisée qu'en dernier recours.

Il plaide pour des "mesures alternatives, qui sont essentiellement non privatives de liberté, des solutions d'hébergement et de soins de proximité moins restrictives, visant à respecter les droits de l'homme des migrants et à limiter le recours à la détention d'immigrants".

A L G É R I E - S A N T É

STRUCTURES DE SANTÉ

"Les soins continueront à être assurés en dépit du coronavirus"

Les soins en médecine générale et spécialisée continueront à être assurés au niveau des établissements publics de santé de proximité (EPSP) ainsi que dans les services hospitaliers pour les cas plus graves, en dépit de l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19), ont souligné des responsables de structures hospitalières.

L'épidémie de Covid-19 n'a pas entraîné l'interruption des soins pour les citoyens, notamment les malades chroniques qui sont pris en charge au niveau des établissements publics de santé de proximité, ont tenu à rassurer des chefs de services hospitaliers. En effet, la Direction générale des services de santé au ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière avait adressé, le 10 avril dernier, une instruction aux établissements de santé publics et privés les sommant d'assurer la continuité des prestations médicales au niveau des différents établissements publics et privés.

Le chef de service de diabétologie et d'endocrinologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) Issad-Hassani de Beni Messous (Alger), Pr. Mourad Semrouni, a précisé qu'entre 15 et 20 consultations (soins et contrôles) hebdomadaires étaient effectuées au niveau de son service.

De plus, les médecins du service et les médecins résidents assurent la continuité des soins au niveau des EPSP afin d'éviter aux malades de se rendre à l'hôpital et de les protéger ainsi contre tout risque d'infection au nouveau coronavirus.

Depuis la propagation de l'épidémie de Covid-19 en Algérie, le service de diabétologie et d'endocrinologie à l'EHU Issad-Hassani accueille surtout les cas compliqués (femmes enceintes diabétiques, cancers de la thyroïde, pied du diabétique), a fait savoir Pr.

Semrouni, précisant que les cas moins graves, les soins habituels et les contrôles étaient pris en charge au niveau des établissements publics de santé de proximité. Quant aux contrôles médicaux spécialisés en matière de maladies cardiovasculaires, le chef de service à l'EHU Nafissa Hamoud de Hussein Dey (Alger), Pr. Djamel Eddine Nibouche a indiqué que l'hôpital continuait de garantir des services spécialisés au niveau de trois polycliniques de proximité, situées dans les deux communes de Kouba et Hussein Dey. Ce service ne reçoit, selon le spécialiste, que les cas graves nécessitant une hospitalisation, relevant, à ce propos, "la difficulté d' gérer la situation, notamment au niveau des Urgences médicales des maladies cardiovasculaires, avec l'apparition du Coronavirus. Il a en outre ajouté que ledit service prenait en charge les cas porteurs du virus qui sont atteints des maladies cardiovasculaires".

Pour sa part, la directrice de l'Etablissement de santé de proximité de la circonscription administrative de Zéralda, Dr. Nadia Allam a indiqué que quatre polycliniques et 30 salles de soins se trouvant sur le territoire de la circonscription "reçoivent près de 30 patients par jour, en particulier le matin".

Selon la même responsable, ces établissements de proximité "travaillaient d'arrache-pied en dépit de la faible fréquentation de ces structures dès le début de la pandémie du Coronavirus par crainte de contagion". En ce qui concerne la vaccination des enfants, Dr. Allam a précisé que cette opération était organisée en fonction des circonstances, ajoutant qu'elle est désormais assurée quotidiennement au lieu de deux jours par semaine. Ainsi, les rendez-vous sont fixés pour 20 opérations vaccinales uniquement "en vue d'éviter la forte affluente et la contagion".

S'agissant des personnes atteintes du cancer, le chef du service Oncologie au CHU de Blida, Pr. Adda Bounedjar a affirmé que "le service assure le suivi des patients par téléphone ou via les réseaux sociaux". Le médecin suit le patient atteint du cancer à travers des communications téléphoniques en vue de le sensibiliser à la nécessité de prendre son traitement et "d'éviter le déplacement au centre, sauf dans les circonstances extrêmes", a-t-il poursuivi.

Pr. Bounedjar a par ailleurs souligné que "le centre a organisé et assuré des contrôles et des services médicaux appropriés en direction du citoyen, "cas par cas", selon l'urgence médicale, tandis que les prestations de radiothérapie et de chimiothérapie continuent d'être fournis de façon ordinaire", a-t-il dit.

CORONAVIRUS

135 nouveaux cas confirmés et 7 nouveaux décès en Algérie

Cent-trente-cinq (135) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et sept (7) nouveaux décès ont été enregistrés lors des dernières 24 heures en Algérie, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 3517 et celui des décès à 432, a indiqué lundi le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Les sept décès ont été enregistrés à Blida (3), Alger (2), Boumerdes (1) et Sétif (1), a précisé M. Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, ajoutant que le nombre des cas confirmés est réparti sur 47 wilayas, alors que le nombre des personnes guéries a atteint 1558, dont 50 durant les dernières 24 heures. Selon le même responsable, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 55% de l'ensemble des cas confirmés de coronavirus, alors que 65% des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus. En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas ce



lundi, tandis que 14 wilayas ont enregistré entre 1 et 3 cas, et 16 autres ont enregistré plus de 4 cas, a-t-il ajouté, relevant que

les wilayas de Blida, Constantine, Sétif et Tlemcen sont celles ayant enregistré le plus de cas durant les dernières 24 heures. Il a également indiqué que le nombre de patients sous traitement a atteint 6174, comprenant 2.410 cas confirmés par analyses de laboratoires et 3.764 cas suspects diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 31 patients sont toujours en soins intensifs. M. Fourar a rappelé, par la même occasion, la nécessité du strict respect des mesures de prévention, la distanciation sociale et de suivre les recommandations des spécialistes afin d'éviter toute transmission du virus.

BECHAR

"Création prochaine d'un centre local de dépistage du Covid-19"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé lundi à Bechar la création prochaine d'un centre de dépistage du Covid-19 au profit de cette wilaya. "Nous allons créer, avec l'appui technique et humain de l'Institut Pasteur-Algérie (IPA), un centre de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19) à Bechar, dans le but d'une meilleure prise en charge du protocole de dépistage de cette maladie", a fait savoir le ministre en marge de sa visite du centre anticancéreux CAC de Bechar, où il a visité les différentes structures et services spécialisés dans la prise en charge des maladies cancéreuses.

Cette visite de travail de M. Benbouzid à Bechar, en compagnie du ministre délégué à l'Environnement Saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a pour objectif de s'enquérir de la prise en charge des malades atteints du Coronavirus (Covid-19).

Le nouveau centre de dépistage de Covid-19 sera totalement équipé en technologies de réaction de polymérisation en chaîne (PCR) ou "virologiques", et sera dédié au dépistage du coronavirus chez les personnes suspectes plus rapidement, et répondra aux besoins des professionnels de la santé et de la population, a souligné, de son côté, le directeur général de l'IPA, Dr Fawzi Derar, lors d'une rencontre du ministre de la Santé avec le corps médical, des élus et des représentants de la société

civile locaux. Au cours de cette rencontre, M. Benbouzid a affirmé que "le pays n'a pas connu une catastrophe à cause du coronavirus, comme prévue par des scientifiques pour le 15 avril et qui annoncerait un pic de plusieurs dizaines de morts".

Il a rassuré l'assistance présente à cette rencontre, tenue à l'hôtel "Grouz" de Bechar, que les dernières statistiques font ressortir une "nette stabilité" de la propagation de la pandémie, précisant que "les mesures de lutte engagées par le gouvernement, l'observation des mesures de prévention et le confinement par les citoyens ont apporté de bons résultats".

Dans la wilaya de Bechar, l'on dénombre à la date du 26 avril courant, 41 malades du Covid-19 qui sont guéris, 40 sont en hospitalisation sous protocole médical, 38 autres malades stationnaires, en plus d'un malade décédé, selon des statistiques fournies à la délégation ministérielle lors de sa visite de l'hôpital "Tourabi Boudjemaa" d'une capacité de 240 lits. De plus, quatre (4) personnels de santé infectés ont été enregistré, dont un (1) est guéri, sur un total de 4.448 patients dépistés à travers la wilaya, dont 28 se sont révélés positifs et 12 négatifs grâce à la technologie PCR, est-il signalé. Les tests réalisés en scanographie (TDM) ont permis la confirmation de 82 cas positifs, alors que les tests rapides ont permis la détection de 26 cas positifs et 23 autres négatifs, et ce au titre des mesures de dépistage du Covid-19,

ont indiqué des responsables médicaux de l'hôpital. Un effectif de 184 praticiens dont 21 spécialistes, 16 médecins-généralistes, 84 paramédicaux et 63 autres entre psychologues et agents administratifs, sont chargés spécialement du suivi des malades au niveau des deux centres dédiés à la prise en charge des malades du Covid-19 dans la wilaya. Au terme de la présentation de l'exposé, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé la dotation du secteur local de la santé en 1.000 nouveaux kits de test rapide du coronavirus, qui vont s'ajouter aux 300 actuellement disponibles dans la wilaya.

Auparavant M. Benbouzid s'est rendu au siège local de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), où il s'est enquis de la distribution des médicaments et autres produits pharmaceutiques aux différents hôpitaux de la région, notamment les bavettes de protection dont p resque un million ont été distribués à travers le pays au profit des hôpitaux et de la population, a révélé le directeur général de cet établissement, Djaboub Tarek.

M. Abderrahmane Benbouzid a achevé sa visite de travail dans la wilaya en se rendant, en compagnie du ministre délégué chargé de l'Environnement saharien Hamza Al Sid Cheikh, à l'entrée nord de la commune de Kenadza (18 km au sud de Bechar).

VACCINATION

Institut Pasteur: les vaccins couvrant les besoins des programmes de vaccination, disponibles

Les quantités de vaccins couvrant les besoins des programmes de vaccination sont disponibles, a assuré lundi l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), soulignant que l'approvisionnement en vaccins "n'a connu aucune perturbation et a été épargné des répercussions de cette crise sanitaire" provoquée par l'apparition du nouveau coronavirus Covid-19.

"Malgré les difficultés d'ordre logistique liées à l'acheminement des vaccins à partir des pays fournisseurs, dans le contexte sanitaire difficile actuellement vécu par notre pays et au niveau mondial, provoqué par l'apparition du nouveau coronavirus Covid-19, la disponibilité des quantités de vaccins

couvrant les besoins des programmes de vaccination a été assurée par un travail d'anticipation mené par l'Institut Pasteur d'Algérie en partenariat avec ses fournisseurs de vaccins, avant la fermeture des liaisons aériennes à l'échelle internationale", a précisé la Direction générale de l'IPA dans un communiqué. Elle a ajouté que "ceci a pu être concrétisé également par la disponibilité et l'engagement affichés par les partenaires de l'Institut d'une part et les concours et facilitations des services des Douanes et de la compagnie aérienne nationale Air Algérie, d'autre part".

Ainsi, la continuité des programmes et campagnes de vaccination est "assurée par l'en-

gagement des établissements de santé chargés de la vaccination, qui s'approvisionnent en continu au niveau de l'Institut Pasteur d'Algérie", a souligné l'IPA.

S'agissant en particulier de l'approvisionnement des wilayas du Sud, "l'acheminement des vaccins, au même titre que les dispositifs de diagnostic du Covid-19, a été réalisé de manière régulière, grâce au concours et appui de la flotte aérienne de l'Armée Nationale Populaire", a ajouté le communiqué, selon lequel "suite à la conjugaison des efforts de tous les partenaires et acteurs dans ce domaine, l'approvisionnement en vaccins n'a connu aucune perturbation et a été épargné des

répercussions de cette crise sanitaire".

Enfin, l'Institut Pasteur d'Algérie a assuré son engagement dans la mise à disposition de l'ensemble des vaccins des programmes nationaux de vaccination, rappelant que, dans le cadre de la prise en charge pérenne de l'exécution des programmes nationaux de vaccination arrêtés par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, "l'importation et la distribution aux établissements de santé du territoire national des vaccins, figurent parmi les missions de l'Institut Pasteur d'Algérie, qui assure l'acquisition et la mise à disposition de ces produits".

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LE BILAN DE LA PANDÉMIE
**209.000 morts dans le monde,
lundi à 19H00 GMT**

La pandémie de nouveau coronavirus a fait au moins 208.973 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan médiatique établi à partir de sources officielles lundi à 19H00 GMT.

Plus de 2.997.540 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 818.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Depuis le comptage réalisé la veille à 19H00 GMT, 4.277 nouveaux décès et 67.952 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont les Etats-Unis avec 1.388 nouveaux morts, la France (437) et le Royaume-Uni (360).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus dé-



but février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 55.563 décès pour 979.077 cas.

Au moins 107.526 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont l'Italie avec 26.977 morts pour 199.414 cas, l'Espagne avec 23.521 morts (209.465 cas), la France avec 23.293 morts (165.842 cas), et le

Royaume-Uni avec 21.092 morts (157.149 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 622 décès par million d'habitants, suivi de l'Espagne (503 décès par million d'habitants), de l'Italie (446), de la France (357) et du Royaume-Uni (310). La Chine (sans les terri-

toires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.830 cas (3 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.633 décès (1 nouveaux), et 77.474 guérisons.

L'Europe totalisait lundi à 19H00 GMT 126.223 décès pour 1.393.779 cas, les Etats-Unis et le Canada 58.344 décès (1.027.306 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 8.311 décès (169.916 cas), l'Asie 8.117 décès (206.538 cas), le Moyen-Orient 6.411 décès (159.358 cas), l'Afrique 1.458 décès (32.625 cas), et l'Océanie 109 décès (8.023 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de l'agence AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ALLEMAGNE
**Premiers signes
d'une aggravation
de l'épidémie**

Les premiers signes d'aggravation de l'épidémie de nouveau coronavirus apparaissent en Allemagne, alors qu'elle vient tout juste de débuter le déconfinement et que la chancelière Angela Merkel s'inquiète d'un retour trop rapide à la normale.

Le taux d'infection ou taux de reproduction, très surveillé par les autorités, a de nouveau atteint le seuil de 1,0, selon des chiffres publiés lundi soir par l'Institut Robert Koch, chargé de surveiller l'évolution de la pandémie dans le pays.

Cela signifie que chaque malade contamine une autre personne.

Le gouvernement allemand et les virologues ont jusqu'ici toujours souligné l'importance d'avoir un taux inférieur. C'est la première fois depuis mi-avril que ce taux d'infection atteint le seuil de 1,0.

Il était alors descendu 0,7, avant progressivement de remonter. Par ailleurs, le taux de létalité des cas de Covid-19 continue jour après jour de progresser.

Il s'établit à 3,8% selon les derniers chiffres de l'Institut, ce qui reste malgré tout inférieur aux pays voisins de l'Allemagne. L'Allemagne comptait mardi 156.337 cas pour 5.913 décès. Si cette tendance à la hausse devait se confirmer, elle pourrait compliquer les efforts des autorités d'un retour progressif à la normale, alors que l'impatience de l'opinion grandit. Le gouvernement fédéral et les régions allemandes, qui ont le dernier mot en matière de santé, doivent discuter des prochaines étapes du déconfinement jeudi, avant des décisions attendues le 6 mai. La hausse semble confirmer les craintes d'Angela Merkel, qui plaide en faveur d'une ligne de fermeté et s'est inquiétée à plusieurs reprises de la tentation de l'opinion et de nombreux responsables politiques de brûler les étapes. Même avec un taux d'infection à 1,1, nous pourrions atteindre les limites de notre système de santé en terme de lits en réanimation d'ici octobre", a-t-elle mis en garde récemment. Avec un "taux à 1,2, nous atteindrons les limites de notre système de santé en juillet.

Avec un taux à 1,3 nous y arriverons déjà en juin", selon la chancelière.

L'Allemagne a commencé le 20 avril à alléger progressivement ses mesures de restrictions contre la pandémie, avec notamment la réouverture de certains magasins et de collèges et lycées.

OMS

"La lutte contre le nouveau coronavirus n'est pas terminée"

Près d'un million de personnes ont été infectées par le coronavirus aux Etats-Unis depuis le début de la pandémie, selon les données publiées lundi par l'université Johns Hopkins.

Le pays a en outre enregistré 1.303 décès supplémentaires dus à la maladie durant les dernières 24 heures, selon ce comptage, actualisé en continu. Plus d'un quart des 210.000 décès liés au Covid-19 dans le monde ont été recensés aux Etats-Unis. La première puissance économique mondiale dé-

plorait ainsi lundi 56.144 morts.

"Nous n'oublierons jamais ces gens qui ont été sacrifiés à cause d'une incompétence, ou peut-être autre chose", a déclaré le président américain Donald Trump semblant pointer Pékin du doigt, lors d'un point de presse dans les jardins de la Maison Blanche.

Il a évoqué la possibilité de demander à la Chine de payer des milliards de dollars de réparations pour les dommages causés par le virus, apparu dans la ville chinoise de Wuhan.



FRANCE

Il y aurait 9.000 décès du coronavirus non comptabilisés

Pas moins de 9.000 patients décédés du Covid-19 à domicile n'étaient pas encore comptés dans les bilans quotidiens du directeur de la Santé, a déclaré le président du syndicat de médecins MG France, Jacques Battistoni, cité lundi par des médias.

Le dernier bilan officiel de l'épidémie due au coronavirus en France à la date du 26 avril s'est élevé à 22.865 décès, dont 14.202 dans les hôpitaux et 8.654 dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

Pourtant, le syndicat de médecins MG France estime que l'Hexagone au-

rait déjà franchi la barre des 30.000 morts.

Le président du syndicat de médecins MG France, Jacques Battistoni, a expliqué à la chaîne Franceinfo que 9.000 patients décédés du Covid-19 à domicile entre le 17 mars et le 19 avril n'étaient pas encore comptés dans les bilans quotidiens du directeur de la Santé.

"Nous avons fait une enquête auprès des médecins généralistes.

Nous avons eu beaucoup de réponses, 2.339 réponses exactement".

Ces médecins, on leur a demandé combien ils avaient vu de patients et

on leur a demandé aussi combien, dans leur patientèle, de patients à domicile étaient décédés d'u Covid-19", indique-t-il.

Ce chiffre confirme que "la France est l'un des pays les plus touchés", comme l'a déclaré le médecin au JDD. D'après M. Battistoni, ces décès ne sont que des "suspicions" de coronavirus en l'absence de tests.

Le médecin a ainsi souligné que ces chiffres devront être vérifiés, "corroborés par les évaluations fines qui seront faites quand on pourra comparer la mortalité en ville entre 2020 et 2019, l'année de référence, l'année der-

nière". De plus, Jacques Battistoni a précisé que les autorités n'avaient pas dissimulé ces chiffres, en précisant qu'ils ne pouvaient pas "être pris en compte, ils ne sont pas mesurés". "Il faudrait demander à chaque médecin généraliste de faire un recensement et de le renvoyer au ministère de la Santé.

Cela n'a pas été organisé", a-t-il ajouté.

Depuis le début de l'épidémie, la France dénombre 22.865 décès liés au coronavirus. Pour lutter contre la propagation de la maladie, la France est en sixième semaine de confinement.

AFRIQUE DE L'OUEST

**Le bilan de cas
d'infection établi à
21H30 GMT du 27 avril**

Voici le bilan de cas d'infection au COVID-19 établi lundi à 21H30 GMT pour l'Afrique de l'Ouest : Le Ghana compte 1.550 cas confirmés, 11 morts et 155 guéris.

Le Nigeria compte 1.273 cas confirmés, 40 morts et 239 guéris.

La Côte d'Ivoire compte 1.164 cas confirmés, 14 morts et 499 guéris.

La Guinée compte 1.163 cas confirmés, 7 morts et 246 guéris.

Le Niger compte 701 cas confirmés, 29 morts et 385 guéris.

Le Sénégal compte 736 cas confirmés, 9 morts et 284 guéris.

Le Burkina Faso compte 635 cas confirmés, 42 morts et 469 guéris.

Le Mali compte 408 cas confirmés, 23 morts et 113 guéris.

Le Liberia compte 133 cas confirmés, 16 morts et 25 guéris.

Le Cap-Vert compte 109 cas confirmés, 1 mort et 2 guéris.

Le Togo compte 99 cas confirmés, 6 morts et 62 guéris.

La Sierra Leone compte 99 cas confirmés, 4 morts et 10 guéris.

La Guinée-Bissau compte 74 cas confirmés, 1 mort et 3 guéris.

Le Bénin compte 64 cas confirmés, 1 mort et 33 guéris.

La Gambie compte 10 cas confirmés, 1 mort et 8 guéris.

La Mauritanie compte 7 cas confirmés, 1 mort et 6 guéris.

Le bilan de cas d'infection au COVID-19 en Afrique de l'Ouest établi à 21H30 GMT est de 8.225 cas confirmés, 206 morts et 2.539 guéris.

CHEVILLE EN FINIR AVEC LES ENTORSES À RÉPÉTITION

Des chevilles qui se dérober sans cesse, des entorses plusieurs fois par an ? Sans doute souffrez-vous d'une instabilité chronique de la cheville, souvent consécutive à une première entorse mal soignée. La rééducation donne de bons résultats en redonnant force et stabilité.

Une partie de football, un saut en parachute ou, plus bêtement un simple faux pas, un trottoir que l'on n'a pas vu, la cheville se tord, le pied part vers le bas et en dedans, les ligaments s'étirent, se déchirent et même parfois, se rompent. C'est l'entorse. Parfois, la douleur est vive, accompagnée d'un craquement sonore. Parfois, elle passe inaperçue. Mais quelques heures après, apparaissent souvent œdèmes et ecchymoses, empêchant parfois même le patient de poser son pied par terre.

Chaque jour en France, on dénombre environ 6000 consultations pour une entorse de la cheville. « Mais ce chiffre ne reflète pas la réalité. On estime que 6000 autres entorses de la cheville ne font pas l'objet d'une consultation médicale et ne sont donc pas soignées », indique le Dr Jean-Marie Coudreuse, responsable de l'unité de médecine du sport à l'hôpital Salvator de Marseille. Or, ajoute-t-il, « c'est tout à fait regrettable, car une entorse endommage le ligament, et parfois aussi le nerf, et ces lésions peuvent être à l'origine d'une instabilité chronique de la cheville qui entraînera à son tour de nombreuses autres entorses ». Dans de rares cas, une interven-



tion chirurgicale (ligamentoplastie) peut être nécessaire. Mais le médecin n'avisagera cette solution qu'après avoir constaté l'échec de la rééducation.

RÉÉDUCER POUR RÉDUIRE L'INSTABILITÉ

Le Dr Jean-Marie Coudreuse préconise, pour chaque entorse,

une série de douze séances de rééducation chez un kinésithérapeute : « Parfois, il en faudra une série supplémentaire mais, dans la majorité des cas, cela suffit et donne de très bons résultats ». La rééducation permet d'abord de réduire la douleur, ensuite de soigner les conséquences fonctionnelles de l'entorse.

Chaque entorse s'accompagne d'une perte d'amplitude, de force et de stabilité. La rééducation vise à les rétablir », indique Jean-Marie Coudreuse.

Durant ces séances, le kinésithérapeute travaillera sur le renforcement musculaire des muscles fibulaires, qui courent

sur la face externe de la jambe et maintiennent le pied dans son axe, et sur l'acquisition de nouveaux réflexes face à des situations d'instabilité. « Pour cela, les kinésithérapeutes ont longtemps utilisé des plateaux installés sur une sphère ou un cylindre », précise le Dr Coudreuse. Ils disposent désormais de plateaux plus sophistiqués permettant de mesurer, grâce à des capteurs, la progression des patients. »

RENFORGER LA CHEVILLE AVEC UN NOUVEAU DISPOSITIF

Apparu récemment, Myolux est une sorte de chausson qui enserrme la cheville et stimule ses propriétés proprioceptives. « L'intérêt de ce dispositif est qu'il permet de stimuler la réponse de la cheville à l'instabilité en situation réelle et non sur un plateau instable, un dispositif peu naturel. Et cela permet de continuer à vaquer à ses occupations. Lorsqu'on marche, qu'on monte les escaliers, Myolux agit. Néanmoins, tempère le Dr Coudreuse, s'il s'agit d'un outil efficace de rééducation pour le kiné, ce dispositif ne remplace pas pour autant les séances de rééducation. Un travail sur le renforcement musculaire devra être fait par ailleurs. » (Myolux, environ 70 euros, dans les pharmacies.)

DOULEUR : JE LA SOIGNE AVEC DU CHAUD OU DU FROID ?

La chaleur et le froid aident tous deux à calmer les douleurs en cas de blessure ou d'inflammation. Mais quand vaut-il mieux sortir la bouillotte ou la poche à glace. Petit mémo à coller sur le frigo

Avec les beaux jours, on sort de sa coquille, on redémarre le sport et... patatra, c'est la blessure qui ne prévient pas. Tendinite, entorse, douleurs musculaires peuvent gâcher le week-end. Aussi est-il important d'avoir toujours sous la main une bouillotte (pour le chaud) et une poche de glace (pour le froid) afin de soulager les douleurs vives.

La chaleur a pour effet :

- d'augmenter la circulation sanguine en dilatant les vaisseaux sanguins ;
- de détendre les muscles contractés

en favorisant l'élimination des toxines ;

- d'améliorer l'élasticité des tissus ;
- d'atténuer la douleur.

Le froid a pour effet de provoquer un choc thermique ce qui ralentit :

- la conduction nerveuse (propriété anesthésiante) ;
- la production des enzymes responsables de l'inflammation (propriété anti-inflammatoire) ;
- le tonus musculaire.

Optez pour la chaleur en cas de contractions musculaires, de douleurs articulaires, de courbatures, de spasmes et de crampes.

Optez pour la glace en cas d'inflammation, de foulures, d'entorses, de déchirures, de contusions, d'enflure, d'ecchymoses et d'arthrose.



ENTORSE

LES BONS GESTES POUR RENFORCER SES CHEVILLES

Les chevilles sont assez solides pour supporter tout le poids de notre corps, mais il suffit parfois d'un faux pas pour les blesser ! Voici trois exercices pour les fortifier et éviter les entorses en balade cet été.

1 ON FAIT L'ARBRE

Debout, pieds nus, dos droit, mains jointées en prière au niveau la poitrine, contracter le ventre et les fesses, inspirer en se grandissant.

Déporter le poids du corps sur la jambe gauche bien tendue.

Placer le pied droit sur l'intérieur de la cheville (ou du genou ou du haut de la cuisse pour les plus avancées) et fixer l'horizon pour garder l'équilibre.

Maintenir la position pendant 30 secondes à 1 minute (ou plus).

Pour aller plus loin, lever les mains jointées au-dessus de la tête pendant 30 secondes à 1 minute.

Si c'est facile, fermer les yeux et rester le plus longtemps possible. Faire l'exercice près d'un mur en cas de manque d'équilibre.

2 ON EFFECTUE DES CERCLES

Allongée ou assise, pieds nus de préférence, tendre une jambe et bien pointer le pied.

Dessiner 10 cercles avec le pied en faisant partir le mouvement de la cheville, qui reste immobile. Dans un sens, puis dans l'autre.



Faire d'abord une série de petits cercles, puis une deuxième de cercles un peu plus grands et une troisième de grands cercles.

Effectuer les mouvements lentement et ne pas hésiter à faire une pause entre chaque série.

Recommencer avec l'autre pied.

3 ON MONTE SUR LA POINTE DES PIEDS

Debout, pieds nus, dos droit, inspirer pour se grandir et expirer en rentrant bien le ventre pour gagner la sangle abdominale et contracter les fesses.

Inspirer et monter lentement sur la

pointe des pieds, maintenir la position 10, 20 ou 30 secondes.

Expirer et reposer les pieds au sol en contrôlant la descente.

Répéter le mouvement 10 fois. Faire l'exercice près d'un mur en cas de manque d'équilibre.

CHOC ET COUPS, ENTORSE LÉGÈRE : COMMENT LES TRAITER ?

Aïe, aïe, aïe... Emportée dans votre foulée, vous avez trébuché. Résultat, un hématome et une entorse légère. Homéo, phyto ou médicaments, les solutions ne manquent pas pour apaiser la douleur.

Chocs et coups : Limiter l'hématome

Le conseil du pharmacologue

Les pommades à base d'arnica ou d'aloés peuvent atténuer le bleu et ecchymoses : 2 à 3 applications par jour.

Le conseil de l'homéopathe

- Arnica 9 CH, 5 granules toutes les 2 heures.

- Ledum palustre 9 CH, en alternance en cas de très gros hématome.

Le conseil du phytothérapeute

Une tisane moitié pervenche, moitié hysope (3 tasses par jour). Masser localement avec 1 goutte d'HE d'hélichryse et 1 goutte d'huile essentielle (HE) de lavande diluées dans 15 gouttes d'huile végétale.

Au quotidien Ne pas prendre de l'aspirine ou de l'ibuprofène, qui fluidifient le sang (bleus et hématomes sont dus à la rupture de petits vaisseaux). Consulter un médecin si l'hématome est localisé au niveau de l'oeil, sur les testicules ou l'oreille.



Entorse légère : Agir sur l'inflammation

Le conseil du pharmacologue

Un anti-inflammatoire en gel (type Advil®) en massage doux et prolongé 3 fois par jour pendant 4 jours apaise la douleur de l'entorse. Bien se laver les mains après !

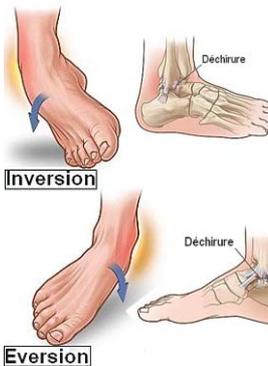
Le conseil de l'homéopathe

Alterner toutes les 2 heures, 5 granules de ces deux remèdes.

- Arnica 9 CH.
- Rhus Tox 5 CH.

Le conseil du phytothérapeute

2 gouttes d'HE d'hélichryse diluées dans 15 gouttes d'huile d'amande douce en massage doux + 50 gouttes de macérat glycérolé de Ribes nigrum rDH (en pharmacie) dans un verre d'eau à boire trois fois par jour.



RWANDA-RD CONGO Paul Kagame : "le Rwanda n'a aucun soldat en RDC"

Le président rwandais, Paul Kagame, a affirmé lundi que, contrairement à des rumeurs persistantes, son pays n'a déployé aucun soldat en République démocratique du Congo (RDC) voisine pour y lutter contre des groupes armés. "Le gouvernement de la RDC sait qu'il n'y a pas le moindre soldat (rwandais) dans l'est de la RDC. Vous pouvez me croire, il n'y a aucun soldat des RDF (Forces de défense rwandaises) dans cette partie du monde", a déclaré M. Kagame lors d'une conférence de presse notamment consacrée au nouveau coronavirus.



Depuis plusieurs mois, des rumeurs font état d'une présence directe de l'armée rwandaise sur le sol congolais pour mener une offensive avec les forces congolaises contre les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Les FDLR sont un groupe de rebelles hutu rwandais réfugiés en RDC, dont certains des fondateurs au début des années 2000 ont participé au génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994. L'armée congolaise avait annoncé en septembre avoir tué le chef des FDLR, Sylvestre Mudacumura, poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI) pour des crimes de guerre dans l'est de la RD C. Cette annonce avait été saluée par Kigali, qui reprochait auparavant à la RDC de ne pas en faire assez contre les FDLR. M. Kagame s'est d'ailleurs réjoui lundi de la volonté de collaboration affichée par le gouvernement congolais depuis l'élection en janvier 2019 du président Félix Tshisekedi. "Heureusement, nous avons en RDC un gouvernement qui a accepté de travailler avec les pays de la région pour résoudre un problème qui dure depuis 25 ans", a-t-il souligné. Le Groupe des experts du Congo (GEC), rattaché à l'Université de New York, avait affirmé en se basant sur "plusieurs sources militaires, diplomatiques et de la société civile" que des soldats des forces spéciales rwandaises avaient participé à une offensive sur le sol congolais fin novembre. Le Rwanda avait immédiatement démenti, en affirmant que l'opération contre les FDLR et leurs groupes dissidents était "conduite par l'armée congolaise".

EXPULSION D'OBSERVATEURS INTERNATIONAUX DU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ Josep Borell interpellé par les eurodéputés

L'eurodéputée Sandra Briar, a interpellé le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires politiques et étrangères, Josep Borrell, suite à l'expulsion d'un militant portugais de la ville sahraouie El Ayoun, par les autorités marocaines d'occupation, soutenant que le Maroc violait les accords internationaux relatifs aux droits de l'Homme et les clauses obligatoires dans ses accords avec l'UE.

En réponse à une question de l'eurodéputée Sandra Briar sur l'expulsion, par le Maroc, d'observateurs internationaux du Sahara occidental occupé, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires politiques et étrangères, Josep Borrell, a déclaré que l'UE est pleinement conscient du cas de l'expulsion d'un militant portugais de la ville occupée d'El Ayoun, en décembre de l'année dernière, et que depuis Rabat, lui et sa délégation suivent de près cette affaire.

Commentant deux points principaux de la question posée par Sandra Briar sur "la situation juridique et l'étendue de l'interaction du Maroc avec les clauses relatives aux droits de l'Homme de l'accord d'association avec l'Union européenne", M. Borrell souligne que la position de Bruxelles est "de soutenir le processus de paix des Nations Unies pour une solution pacifique pour le Sahara occidental".

Le Sahara occidental a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de

l'ONU et, par conséquent, à l'ordre du jour de la Quatrième Commission et du Comité spécial de l'AG de l'ONU sur la décolonisation (C-24), depuis 1963 en tant que territoire non autonome auquel s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance des pays et des peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, du 14 décembre 1960), comme expressément établi dans toutes les résolutions de l'Assemblée générale. Concernant le deuxième point, Borrell a affirmé que la question des droits de l'Homme est un élément essentiel de la politique étrangère de l'Union européenne dans son dialogue avec les pays partenaires, pour mettre en œuvre une politique commerciale conforme aux principes et aux statuts extérieurs à l'Union européenne.

L'eurodéputée avait précédemment soulevé le problème montrant que le Maroc violait les accords internationaux relatifs aux droits de l'Homme et les clauses obligatoires dans ses accords avec l'UE, après



l'arrestation d'un militant portugais à l'aéroport de la ville occupée d'El Ayoun, où il avait l'intention de rencontrer des militants sahraouis des droits humains.

Le Maroc impose un blocus médiatique systématique aux territoires occupés du Sahara occidental, faisant fi des injonctions faites par le Secrétaire Général des Nations Unies au Maroc, dans les rapports remis au Conseil de Sécurité, à autoriser les visites d'observateurs des droits de l'Homme dans les territoires occupés.

A ce titre, au cours de

2019, les autorités de l'occupation marocaine ont expulsé quarante-trois (43) personnes de différentes nationalités du Sahara occidental, dont des journalistes, des avocats et des élus.

Dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme dans le monde, le département d'Etat américain a noté, que l'occupant marocain a poursuivi sa répression des manifestations réclamant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, rejetant toute prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

AFRIQUE DE L'OUEST Le Rwanda appelle à mieux gérer les activités transfrontalières durant la pandémie

Le président rwandais, Paul Kagame, a déclaré que les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) doivent poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et l'harmonisation de certaines politiques dans les activités transfrontalières sur fond d'épidémie de COVID-19,

ont rapporté des médias.

"Alors que nous avons réuellement pris le contrôle de la situation (du COVID-19) et maîtrisé le virus, enregistrant un nombre de guérisons supérieur à celui des cas actifs", les activités transfrontalières ont augmenté rapidement et soudainement, a in-

diqué M. Kagame lors d'une conférence de presse virtuelle.

"Il n'existe pas de meilleur moyen d'y faire face que la coopération et la coordination régionales ainsi que la compréhension mutuelle, afin que nous (puissions) gérer ce problème commun", a-t-il estimé. Depuis

le 24 avril, le ministère rwandais de la Santé a souligné dans son rapport quotidien une hausse des cas d'infection au nouveau coronavirus chez les routiers passant les frontières et chez leurs assistants. A la date de lundi soir, le Rwanda a signalé 207 cas de COVID-19 et 93 guérisons.

RD CONGO/TROUBLES/ARMÉE/RÉBELLION 43 morts en quatre jours

Le bilan des combats meurtriers depuis vendredi dans les conflits armés permanents dans deux provinces instables de l'est de la République démocratique du Congo est de 43 morts, ont indiqué lundi des sources administratives et militaires. Vendredi, "les assaillants munis d'armes blanches et à feu ont tué 21 personnes, tous des civils" dans le territoire de Mahagi, a déclaré Gilbert Tsale, administrateur assistant de cette entité de la province de l'Ituri (nord-est). Dans le territoire voisin de Djugu, des combats opposent depuis dimanche les troupes régulières aux milices à Lisey, a affirmé le lieutenant Jules Ngonzo, porte-parole de l'armée en Ituri. Dans ces affrontements, "deux militaires ont succombé, les assaillants ont tué deux civils dans leur ville. L'armée a définitivement neutralisé 12 assaillants", a-t-il détaillé. Dimanche, dans la province du Nord-Kivu, une attaque des Forces démocratiques alliées (ADF) a fait "six morts : cinq hommes et une femme", selon John Kambele, chef de groupement de M alambo,

cité située à une vingtaine de kilomètres de la ville de Beni. En Ituri, les militaires de l'armée régulière combattent le groupe armé Coopérative pour le développement du Congo (Codeco). Ce dernier prétend défendre les intérêts de la communauté Lendu (agriculteurs), face à une autre communauté, les Hema (éleveurs et commerçants). Depuis fin 2017, plus de 700 civils ont été tués en Ituri dans des violences dignes d'un "crime contre l'humanité", avait indiqué en janvier une enquête des Nations unies. L'armée congolaise a annoncé fin mars avoir tué le chef de la Codeco, Ngudjolo. Dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, les Forces démocratiques alliées (ADF) ont intensifié leurs tueries contre les civils depuis le mois de novembre, en représailles aux opérations militaires. Les ADF étaient à l'origine des rebelles ougandais opposés au pouvoir du président Yoweri Museveni en Ouganda. Ils sont présents dans la région de Beni, dans l'Est congolais, depuis 1995.

APS

NIGERIA Des ouvriers du bâtiment se soulèvent contre le confinement à Lagos

Des dizaines d'ouvriers d'un chantier de construction, dont celui de la raffinerie construite par Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, se sont révoltés lundi contre les mesures de confinement à Lagos, capitale économique du Nigeria. "Les employés se sont soulevés pour protester contre les mesures de confinement car ils veulent retourner au travail", a expliqué à l'AFP Bala Elkana, porte-parole de la police locale. "Ils ont blessé cinq policiers et vandalisé deux postes de police alentours", a-t-il indiqué, soulignant également que 51 émeutiers avaient été interpellés et qu'ils seraient traduits en justice. Un porte-parole de la raffinerie de Dangote actuellement en construction, dans le quartier de Lekki, a confirmé l'incident. Les 20 millions d'habitants de Lagos, mégapole tentaculaire, ont reçu l'ordre de rester chez eux depuis le 30 mars, pour tenter de lutter contre la propagation du coronavirus dans le pays. Toutefois ces mesures de confinement, également appliquées dans plusieurs autres Etats fédéraux, sont extrêmement douloureuses pour la grande majorité de la population, qui dépend de l'économie informelle. Des millions de personnes n'ont plus accès à la nourriture dans le pays, et dépendent de maigres distributions alimentaires pour survivre. Le président Muhammadu Buhari doit s'adresser à la nation lundi soir et devrait s'exprimer sur la levée, le prolongement ou l'extension des mesures de confinement. Le Nigeria recensait lundi près de 1,300 cas officiellement déclarés d'infection au coronavirus, et 40 décès mais de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer le nombre insignifiant de tests réalisés dans le pays le plus peuplé d'Afrique avec ses 200 millions d'habitants.

BURKINA FASO/COVID-19 La réouverture des classes fixée au 11 mai

Le gouvernement burkinabè a annoncé lundi soir que les cours qui sont suspendus à cause de la maladie à coronavirus reprendront progressivement à partir du 11 mai, a indiqué une source officielle.

Sur instructions du président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, la communauté éducative est informée que la reprise administrative est fixée pour le lundi 4 mai pour le compte du ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la promotion des langues nationales, selon un communiqué du porte-parole du gouvernement Rémiss Dandjinou.

Les activités pédagogiques pour les élèves en classe d'examen (CM2, troisième, dernière année CAP, dernière année BEP et terminale), reprendront progressivement à partir du lundi 11 mai, tandis que les cours pour les élèves des classes intermédiaires seront à compter du lundi 25 mai. Les activités pédagogiques dans les institutions d'enseignement supérieur, ainsi que celles dans les structures de formation professionnelle, reprendront progressivement à partir du lundi 11 mai. Une circulaire administrative indiquera pour chacun des ordres d'enseignement et de formation, le chronogramme précis de reprise des cours. Le gouvernement appelle l'ensemble des acteurs impliqués à prendre toutes les dispositions pour le respect des dates fixées. "Par ce calendrier de reprise des activités administratives et pédagogiques du secteur de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, le gouvernement vise l'objectif d'une année scolaire et académique apaisée et achevée dans le respect des conditions optimales de sécurité sanitaire", a souligné le ministre de la Communication Rémiss Dandjinou.

PALESTINE-ISRAËL-LIGUE ARABE

Réunion jeudi des MAE arabes sur le projet israélien d'annexion de la Cisjordanie

La Ligue arabe a déclaré lundi qu'elle tiendra une session virtuelle extraordinaire jeudi pour discuter des étapes et des mesures que les Etats arabes peuvent prendre vis-à-vis du projet israélien d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie occupée.

"Les ministres des Affaires étrangères discuteront lors de leur réunion d'un soutien politique, juridique et financier aux dirigeants palestiniens pour faire face aux plans israéliens", a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, Hossam Zaki. La réunion extraordinaire, à la demande des dirigeants palestiniens, sera convoquée par vidéoconférence en raison de la pandémie de coronavirus,

a ajouté M. Zaki. Il a ajouté que la réunion abordera également les mesures prises pour contrer le projet israélien et permettre au gouvernement palestinien de faire face aux dommages engendrés par la pandémie de COVID-19 et aux mesures israéliennes agressives qui ont causé encore davantage de pertes au peuple palestinien, en plus de la confiscation des fonds de compensation par Israël.



SYRIE

Damas réitère son appel à mettre fin aux mesures occidentales coercitives et unilatérales

L'ambassadeur permanent de la Syrie à l'ONU, Bachar Jaafari, a réitéré l'appel de son pays à mettre fin définitivement et sans conditions aux mesures économiques et unilatérales imposées par certains pays, notamment en cette période de propagation du coronavirus (Covid-19), a rapporté mardi l'agence de presse Sana.

"Tous les pays membres sont d'accord théoriquement aujourd'hui sur la solidarité collective mondiale en vue de lutter contre la pandémie de

coronavirus", mais, a-t-il ajouté "les désaccords récents au sein de l'Assemblée générale sur les contenus des projets de résolution ont démontré que les actes et les politiques de certains pays ne sont point identiques avec les engagements", a-t-il indiqué dans un communiqué.

M. Jaafari s'exprimait ainsi lors d'une réunion virtuelle tenue lundi par l'Assemblée générale de l'ONU pour débattre des différents initiatives et projets de résolution soumis à l'AG dans le cadre de la

consolidation du rôle et de la mission du système onusien dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Le représentant de la Syrie a en outre assuré que la Syrie "est préoccupée pour parvenir à des résultats crédibles et à un équilibre entre les différentes initiatives avancées à l'Assemblée générale pour réaliser une réponse optimale face au Covid-19".

Et de poursuivre: "Nous continuons à s'attacher à nos droits inaliénables que protègent le droit international,

la charte et les résolutions de l'Assemblée générale et aux appels lancés par le Secrétaire général pour mettre fin définitivement et sans conditions à ces mesures coercitives et unilatérales".

"La Syrie aspire à une résolution globale et unifiée qui sera adoptée par l'Assemblée générale d'une manière confirmant le rôle central et pionnier de l'ONU et de ses Organisations spécialisées, en particulier l'OMS, dans le traitement avec cette pandémie", a-t-il conclu.

ETATS UNIS

Nancy Pelosi annonce son soutien à Joe Biden

La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a annoncé lundi qu'elle apportait son soutien dans la course à la Maison Blanche à Joe Biden, candidat du parti démocrate à la présidentielle du 3 novembre.

"Aujourd'hui, je suis fière d'apporter mon soutien à Joe Biden dans la course à la présidence des Etats-Unis, car je crois qu'il ferait un président extraordinaire", a annoncé Nancy Pelosi dans un message vidéo. Joe Biden, 77 ans, n'a pas encore été officiellement investi par le parti démocrate - il faudra pour cela attendre la convention qui devrait se dérouler en août - mais il est le seul candidat encore en lice depuis que son rival Bernie Sanders a annoncé arrêter sa campagne, au début du mois. Après deux mois de primaires, au cours desquels une trentaine d'Etats avaient voté, le sénateur indépendant, au programme résolument à gauche, était largement distancé par l'ancien vice-président de Barack Obama, considéré comme plus à même de rassembler l'électorat centriste derrière lui pour battre le républicain Donald Trump en 2020.

Une grande majorité des caucus du parti ont apporté leur soutien à Joe Biden pendant les primaires. L'ancien président Obama a lui-même annoncé son soutien à M. Biden il y a deux semaines. Depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19), la campagne américaine est à l'arrêt.



ESCALADE DANS LE SUD DU YEMEN

L'émissaire onusien se dit inquiet

L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a exprimé lundi ses inquiétudes quant à la déclaration d'autonomie du Conseil de transition du Sud (CTS) dans la ville portuaire méridionale d'Aden, appelant à éviter l'escalade dans cette région du sud du pays, rapporté mardi des médias.

"Maintenant plus que jamais, tous les acteurs politiques doivent coopérer en toute bonne foi, s'abstenir de prendre des mesures susceptibles d'entraîner une escalade et faire passer les intérêts des Yéménites avant tout", a indiqué M.

Griffiths dans un communiqué. Il a appelé à "accélérer la mise en œuvre de l'accord de Ryadh, avec le soutien de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite".

"L'accord de Ryadh prévoit la participation du CTS aux consultations sur la solution politique finale pour mettre fin au conflit au Yémen et servir les intérêts des Yéménites dans tout le pays", a-t-il souligné. Dimanche, le CTS a déclaré l'établissement d'une "administration autonome" ainsi que l'état d'urgence à Aden et dans les provinces du sud. La coalition di-

rigée par l'Arabie saoudite a appelé le CTS à revenir sur sa "décision d'escalade" et à respecter l'accord de Ryadh. Cet accord conclu entre le CTS et le gouvernement yéménite l'année dernière avait mis fin à des mois d'impasse entre les deux parties à Aden. Faisant originellement partie de la coalition militaire qui est intervenue au Yémen en mars 2015 pour rétablir le pouvoir du gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, le CTS avait fini par se retourner contre le gouvernement yéménite en août dernier.

AUSTRALIE-CHINE-CORONAVIRUS

La Chine menace l'Australie de boycott après sa demande d'enquête

L'ambassadeur de Chine en Australie a averti lundi que l'ouverture d'une enquête sur la façon dont Pékin a géré la pandémie de coronavirus pourrait entraîner un boycott de la part des consommateurs chinois.

L'Australie s'est jointe aux Etats-Unis pour demander l'ouverture d'une enquête sur la manière dont la maladie de Covid-19, qui a vu le jour dans le centre de la Chine, s'est propagée à travers la planète. Ils accusent notamment la Chine de ne pas avoir réagi de manière efficace dans les premières semaines de l'épidémie et d'avoir minimisé ses conséquences sur son territoire.

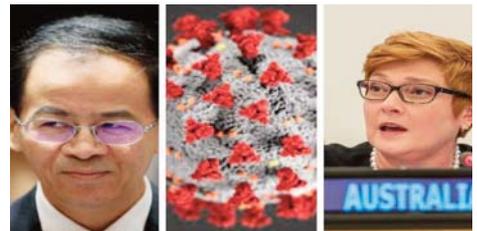
En réaction à ces accusations, l'ambassadeur chinois Cheng Jingye a averti que cette demande d'enquête indépendante était "dangereuse". "La population chinoise est frustrée, consternée et déçue par ce que fait actuellement l'Australie", a-t-il déclaré dans un en-

tretien publié dimanche dans l'Australian Financial Review.

"Si cela va de mal en pis, les personnes pourraient se demander pourquoi aller dans un pays aussi peu amical avec la Chine. Les touristes pourraient avoir des doutes", a-t-il affirmé.

M. Cheng a également laissé planer une menace sur le nombre de Chinois qui, à terme, pourraient étudier dans les universités australiennes. Ils constituent une source importante de revenus pour l'immense île-continent mais leur présence est déjà menacée par les mesures prises pour limiter les voyages en raison de la pandémie.

Ces déclarations constituent une escalade significative des tensions entre Pékin et Can-



berra, dont les relations étaient déjà tendues. La semaine dernière, la Chine avait rejeté la demande d'enquête indépendante de l'Australie.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Geng Shuang avait rejeté toute "mise en cause de la transparence de la Chine dans la prévention et le contrôle de la situation épidémique".

LIBAN

Affrontements entre l'armée et des manifestants à Tripoli

Des affrontements ont eu lieu lundi soir à Tripoli (nord du Liban) entre l'armée et des centaines de manifestants réclamant un changement radical face à la crise économique. Malgré le confinement décrété dans le pays face à l'épidémie de coronavirus, des hommes, des femmes et des enfants ont défilé dans les rues, aux cris de "Révolution! Révolution!", ont rapporté des médias.

Les manifestants ont été repoussés par l'armée au moment où ils voulaient rejoindre la maison d'un parlementaire auquel ils sont hostiles. Certains manifestants ont jeté des pierres, l'armée a répliqué par des tirs en l'air pour disperser la foule dans la zone de la place al-Nour.

D'après l'Agence nationale de l'information (officielle), la vitrine d'une banque a été brisée. L'armée a fait état d'incendies dans plusieurs banques, et du jet d'un cocktail molotov sur un véhicule militaire. La Croix-Rouge a affirmé avoir transporté trois personnes vers l'hôpital, et en avoir soigné d'autres sur place. Le Liban est confronté à sa pire crise économique depuis la guerre civile (1975-1990), et la pandémie mondiale n'a fait qu'empirer les problèmes. La chute de la livre libanaise alimente une inflation qui a aggravé les difficultés pour la population, notamment dans une ville comme Tripoli, où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Cette cité portuaire a été l'un des foyers de la contestation dans les vastes manifestations contre la corruption qui avaient éclaté en octobre 2019. Lundi soir également, les locaux de la banque centrale à Sidon (sud) ont été visés par des pierres et des pétards, selon l'Agence nationale de l'information. C'est dans cette ville samedi soir qu'un engin explosif avait été jeté contre une banque. Vendredi avait été annoncée une chute de 5,7 milliards de dollars des dépôts bancaires dans le pays lors des deux premiers mois de l'année, alors que les retraits sont censés être plafonnés et les virements internationaux interdits.

AUSTRALIE Un million d'Australiens ont téléchargé une application pour tracer les cas de Covid-19

Plus d'un million d'Australiens avaient téléchargé lundi une application pour smartphone destinée à tracer les contacts avec des personnes diagnostiquées positives au nouveau coronavirus, en dépit d'inquiétudes relatives au respect de la vie privée.

Le ministre australien de la Santé, Greg Hunt, a qualifié d'"extraordinaire" la façon dont ses compatriotes ont adopté cette application lancée dimanche soir, "COVIDSafe", qui utilise la technologie Bluetooth, avait été téléchargée lundi matin par environ 1,1 million de personnes.

L'Australie, qui compte 25 millions d'habitants, dénombre un peu plus de 6.700 cas de Covid-19. Le nombre de nouveaux cas a considérablement baissé ces derniers temps alors que le pays mène une vaste campagne de dépistage. Cette application vise à aider les autorités à retrouver toutes les personnes qui ont été à moins d'1,5 mètre d'une personne porteuse du virus. Les autorités sanitaires avancent que seule une utilisation massive permettra de lever certaines des restrictions de mouvement et de rassemblement ordonnées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie.

Elles ont expliqué que l'application deviendra un outil efficace à partir du moment où la moitié de la population l'utilisera. Son usage est gratuit et volontaire.



M. Hunt a ajouté aussi, que "COVIDSafe" ne permet pas la géolocalisation et que seules les autorités sanitaires utiliseront les données alors que la population s'inquiétait de l'utilisation que le gouvernement conservateur pourrait en faire. "Il s'agit simplement de nous aider à trouver et à alerter toute personne qui aurait pu être exposée au virus", a expliqué M. Hunt à la chaîne de télévision Sky News. "Cela signifie qu'ils peuvent

être diagnostiqués et protégés plus tôt et cela peut protéger nos infirmières et nos médecins, nos personnes âgées et les Australiens les plus vulnérables", a-t-il souligné.

La sortie de cette application intervient au moment où les Etats australiens n'ayant enregistré aucun nouveau cas de nouveau coronavirus ont annoncé l'assouplissement à titre provisoire des mesures de confinement.

ETATS UNIS-IRAN Le lancement d'un satellite militaire en Iran n'est pas une menace pour le Pentagone

Le Pentagone ne considère pas que le lancement d'un satellite militaire par l'Iran la semaine dernière soit une menace et assure même que cet appareil est aussi efficace qu'une "webcam", a estimé le commandant de la force américaine de l'Espace.

"L'Iran assure qu'il a des capacités d'imagerie. En fait c'est une webcam errant dans l'espace, probablement pas capable de fournir des informations", a écrit le général Jay Raymond dans un tweet dimanche soir.

Le lancement de ce satellite a néanmoins fâché Washington, puisque le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a réclamé samedi le maintien de l'embargo sur les ventes d'armes conventionnelles à



l'Iran au-delà d'octobre, après avoir déclaré que Téhéran devrait "rendre des comptes".

L'Iran a annoncé mercredi le lancement "avec succès" d'un premier satellite militaire, deux mois après l'échec de la mise en orbite d'un satellite scientifique et dans un

contexte de tensions avec Washington.

Un geste qui a inquiété la communauté internationale: le Royaume-Uni l'a ainsi qualifié de "très préoccupant" tandis que Paris a parlé de "préoccupation majeure pour la sécurité régionale et internationale".

PUBLICITÉ

PALESTINE-CORONAVIRUS-TECHNOLOGIES Une université dévoile un respirateur "made in Palestine"



Face à la pandémie du nouveau coronavirus, une université palestinienne a dévoilé jeudi un respirateur fabriqué avec les moyens du bord, dans une tentative de répondre au manque d'équipement médical dans les Territoires palestiniens. Environ 350 cas de personnes contaminées par la pandémie de Covid-19 ont été officiellement recensés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée, incluant deux décès.

Après s'être rendue compte qu'il y avait moins de 200 respirateurs disponibles dans ces territoires, la faculté de médecine de l'université Al-Quds à Abou Dis, faubourg d'Al Qods, a décidé de passer à l'action, explique son doyen Hani Abdeen.

Une des difficultés a été de trouver les pièces néces-

saires, dit-il. Et l'importation reste coûteuse et difficile, Israël contrôlant les frontières de la Cisjordanie, territoire palestinien qu'il occupe depuis 1967, soutient-il.

Alors, au début de la crise, des ingénieurs de l'université ont utilisé les matériaux et outils disponibles pour concevoir un respirateur artisanal, qui a été approuvé par les autorités palestiniennes mercredi. Celles-ci ont reçu le jour même 15 respirateurs de l'étranger.

L'appareil "Made in Palestine", dont le mécanisme est actionné par une pompe, est moins fiable que d'autres respirateurs mais il est moins cher, rapide à fabriquer et vital pour les situations d'urgence, selon M. Abdeen, dont l'équipe compte produire 500 unités

dans les prochains jours, à destination des hôpitaux palestiniens.

"Nous sommes actuellement dans l'urgence de produire pour les hôpitaux en Palestine. Nous pourrions à la suite voir si nous nous entendons avec des entreprises pour en produire davantage pour le reste du monde", soutient Imad Abou Kishek, le président de l'université.

Selon M. Abdeen, cette innovation a été facilitée par la difficile situation des Palestiniens. "Nous devons compter sur le savoir, l'expertise et les compétences d'innovation des scientifiques et médecins palestiniens afin d'aider notre communauté", estime le doyen. "Cela prouve que dans la difficulté, on peut exceller".

APS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - ALGÉRIE TELECOM - SPA -
DIRECTION OPÉRATIONNELLE DE BEJAIA
NIF : 000 216 299 033 049

SD Direction Technique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/DO/SDFS/DAL/2020

La Direction Opérationnelle de la Wilaya de BEJAIA, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation des infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques,

Lots N°	Désignation	Distance
01	TRONCON : BOUDJELLIL CT BENI MANSOUR-URAD ALLAGHANE	16.5KM
02	TRONCON : URAD TAZMALT-URAD ALLAGHANE	6.9KM
03	MSAN VILLAGE KIRIA 1 ET KIRIA 2	16.4KM
04	MSAN VILLAGE AKHANTAS 1 ET AKHANTAS 2	2.8KM
05	MSAN VILLAGE TIDELSSINE	2.6 KM
06	MSAN VILLAGE BOUNOUR	1.6KM
07	MSAN VILLAGE DEBHA	1.3KM
08	MSAN VILLAGE MEDKOUR	1.25KM
09	MSAN VILLAGE TIOUAL	1.2KM

constitué de Neuf (09) lots séparés comme suit :

ELIGIBILITÉ DES CANDIDATS :

La participation au présent appel d'offres national s'adresse uniquement aux entreprises qualifiées selon les paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 10 Km : Les entreprises ayant la qualification une (01) dont l'activité est l'hydraulique ou les travaux publics, les entreprises sans qualification, les entreprises sans références professionnelles quelle que soit leur qualification, les entreprises nouvellement créées et les entreprises issues des dispositifs de l'ANSEJ, CNAC, ANGEM, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs.

Palier 02 : Pour les lots supérieurs à 10Km et inférieurs à 50Km : le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelles de catégorie deux (02) à quatre (04), contenant l'activité l'hydraulique et/ou les travaux publics.

Les soumissionnaires doivent obligatoirement mettre à la disposition du projet une trancheuse, mini trancheuse, équipement de soufflage et équipement de raccordement.

Les entreprises qui sont intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de la :

Direction Opérationnelle de BEJAIA
Rue de la Liberté Bejaia
« DAL BEJAIA »

Contre le paiement de la somme de Cinq Mille dinars (5000.00DA) non remboursables, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire BNA Agence 588 BEJAIA :
Compte N° 0010 6588 0300 0000 28/51

Les offres doivent être composées :

- 1- Un dossier administratif (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).
- 2- L'offre technique (un (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).
- 3- L'offre financière (un (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).

Ces dossiers sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES N°03/DO/SDFS/DAL/2020
Réalisation des infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques
Rue de la Liberté Bejaia

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.
- La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours avant 11h 00 mn à compter de la première date de parution de cet avis dans la presse nationale.
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.
- Les offres qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.
- Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 11h 00mn à l'adresse précitée.
- Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingt (180) jours à partir de la date d'ouverture des plis.

L'ONCI

Activités culturelles et artistiques sur les plateformes des réseaux sociaux

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI) a étoffé ses activités culturelles et artistiques via les plateformes des réseaux sociaux, pour accompagner les familles algériennes durant les soirées du mois sacré de Ramadhan, en cette période de confinement instauré pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué lundi un communiqué de l'office.

L'ONCI assurera, quotidiennement, une diffusion exclusive de sélections de représentations et de concerts d'artistes algériens qui ont brillé dans différents styles de notre patrimoine musical, outre des représentations éducatives et de distraction pour les enfants, ajoute-t-on de même source.

Ce programme de diffusion vise à établir des passerelles entre l'artiste et son public dans un monde virtuel, à travers un rendez-vous quotidien pour la diffusion de soirées artistiques

et un rendez-vous hebdomadaire durant l'après-midi pour les enfants sur les espaces numériques officiels de l'office, à savoir: YouTube, la page officielle sur Facebook ainsi que les comptes officiels sur Twitter et Instagram, conformément au programme suivant: La première semaine lundi 27 avril en cours (groupe el Ferda de Bechar), mardi (Kamel Bourdib, Aziouez Raïs), mercredi (Mohamed Rouane et Selma Kouiret), jeudi 30 avril (les groupes Tikoubaouine et Imzad ainsi que Badi Lalla).



RAMADHAN-ANIMATION

TR El Eulma (Sétif) fait de sa page Facebook un espace d'animation culturelle par excellence

La page du théâtre régional, TR-El Eulma, (Sétif) sur le réseau social Facebook s'est transformée dès le début du mois de ramadhan en un espace d'animation culturelle par excellence proposant un programme varié et adapté à toutes les catégories d'âge de son public en cette période de confinement sanitaire.

Ce programme virtuel baptisé "Maarjij El Arwah ou Makamet El Afrah" (ascensions des âmes et stations de joies) a eu grand écho auprès des utilisateurs des réseaux sociaux avec plus de 15.000 vues pour nombre de ces publications, assure Amine Bouzerara, administrateur de la page et cadre du TRE.

Initiative spéciale d'animation des veillées du mois sacré du ramadhan, le programme présente une opportunité au public et aux familles de suivre, après la rupture du jeûne et l'accomplissement des prières surrogatoires à domicile, un contenu culturel varié de divertissement adapté à tous les âges et à tous les goûts", a déclaré à l'APS, M. Bouzerara.

Il s'agit ainsi d'ouvrir un "pont" de communication entre le théâtre régional d'El Eulma et son public de sorte à réduire la monotonie du confinement chez notamment les enfants et les jeunes en application des instructions du ministère de tutelle, a ajouté le même cadre. Les premiers jours du ramadhan verront ainsi la présentation en ligne de plusieurs pièces pour adultes et pour enfants dont "Soukout hisn wahrane"



(La chute du fort d'Oran) du théâtre régional de Saïda, "La Symphonie de Constantine" de l'association El Belliri, "Génération internet" de l'association Achebal Ain El Beniane d'Alger et "Hafid Abou Ras Ennassiri" de l'association El Melka de Tindouf.

Des concerts de musique classique et spirituelle sont programmés sur la page du TRE ainsi qu'une série d'interviews intitulée "Fi diyafet malika" (Hospitalité d'une reine) animé par la dramaturge Dr. Leïla Benaïcha avec chaque fois une figure artistique féminine à l'instar de Fatima Ouarad et Sabrina Korichi, a-t-on noté.

Aussi, Dr Meftah Khelouf anime chaque dimanche du ramadhan sur la

page Facebook du TRE un forum accueillant des chercheurs et universitaires sur le thème de la stylistique du Saint Coran.

De l'animation toujours, un concours pour enfants de moins de 15 ans du meilleur récitant du Coran et un autre pour adultes du meilleur marionnettiste est organisé sur cet espace virtuel, où les candidatures enregistrées sur vidéo sont envoyées vers la page du TRE et les lauréats recevront des primes pécuniaires d'encouragement.

Les nombreux commentaires des visiteurs de la page ont été unanimes à saluer l'initiative "innovante" d'animation culturelle à distance qui ouvre la voie d'une animation culturelle en ligne.

RECHERCHE-SCIENTIFIQUE L'ICESCO appelle à investir dans la recherche scientifique et l'innovation

L'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) a appelé dimanche à investir dans la recherche scientifique et l'innovation pour un avenir vert.

Dans un communiqué, publié à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la propriété intellectuelle, l'ICESCO rappelle que cette journée coïncide cette année avec des circonstances d'urgence qui ont contraint les Etats, les gouvernements et les peuples, à cause de la pandémie de covid-19, à adopter des méthodes de travail, des mesures et des procédures exceptionnelles et urgentes.

Ces mêmes circonstances ont obligé les centres stratégiques et les décideurs des différents pays à reconnaître la nécessité de reconsidérer radicalement les choix et les tendances actuels et à poser des questions profondes sur l'avenir de l'humanité menacé de tous côtés.

Dans cette circonstance exceptionnelle, l'innovation soutenue par les droits de la propriété intellectuelle, visant à préserver la santé, le développement et le bien-être de l'homme ainsi que la planète et ses équilibres environnementaux, constitue l'un des mécanismes scientifiques les plus importants et efficaces pour faire face aux problèmes et aux crises actuels, y compris celle du nouveau coronavirus, a estimé l'organisation.

Dans le cadre de cette vision stratégique et de l'ensemble de ses initiatives soutenant les efforts des Etats membres et de la communauté internationale pour faire face à la pandémie du coronavirus, et en vue d'encourager l'innovation médicale, l'ICESCO a mis en place un Prix d'une valeur de 200.000 dollars, pour les personnes qui auraient découvert un remède efficace ou un vaccin préventif contre le coronavirus, selon le communiqué. L'ICESCO a lancé l'initiative de la "coalition humanitaire globale", à travers laquelle elle vise à créer une coalition internationale pour élaborer les mécanismes les plus efficaces d'intervention sur le terrain en vue de faire face à la pandémie, réduire ses impacts actuels et futurs sur le monde entier et consolider les forces de l'innovation et de la recherche scientifique.

Selon l'ICESCO, le monde entier doit tirer des leçons des crises et des catastrophes pour éviter de commettre les mêmes erreurs. La leçon la plus importante tirée de la crise mondiale actuelle est peut-être que notre monde, devenu un grand village fortement interconnecté ayant une destinée commune, est plus fragile et moins immunisé face aux catastrophes désastreuses, a affirmé l'organisation. Cela nécessite une approche globale de développement fondée sur les concepts de durabilité et de droits globaux, y compris les droits de la propriété intellectuelle, a souligné l'ICESCO. La situation actuelle exige également, en particulier dans les pays du monde islamique, de renforcer l'investissement dans la recherche scientifique, le développement et l'entrepreneuriat et de mettre en place des systèmes nationaux intégrés pour encourager et protéger l'innovation, en vue d'accélérer la transition des pays vers la société du savoir et assurer un avenir meilleur aux peuples et à l'humanité tout entière, a conclu l'ICESCO.

APS

CINÉMA

Cannes, Venise et Berlin s'allient avec YouTube pour un festival virtuel



Une vingtaine de festivals de cinéma de premier plan, notamment Cannes, Venise, Berlin ou Toronto, vont participer à un événement virtuel qui offrira gratuitement des films sur YouTube, a annoncé lundi le festival américain de Tribeca, partenaire, cité par des médias.

Le festival "We Are One: A Global

Film Festival" devra se tenir en ligne du 29 mai au 7 juin et proposera des longs métrages, des courts métrages, des documentaires, de la musique et des tables rondes virtuelles.

Le programme détaillé de cet événement n'a pas encore été dévoilé. Les organisateurs ont indiqué que le contenu serait un

mélange de films nouveaux et anciens. Initialement prévu du 12 au 23 mai, le festival de Cannes avait envisagé un report à fin juin, mais les autorités françaises ont depuis interdit tous les rassemblements jusqu'à mi-juillet. Ses organisateurs ont indiqué qu'il pourrait prendre de nouvelles "formes".

Programme de la soirée

TF1 21:05

The Resident



Un homme se présente aux urgences avec un mal de tête qui semble bénin. Soudain, son état s'aggrave sans réelle explication. L'infirmière qui l'accueille est mise en cause par plusieurs médecins pour sa négligence. Nic fait des examens poussés à Lily Kendall, une jeune femme souffrant d'un cancer et que Lane Hunter suit dans sa clinique privée. La jeune infirmière met sur pied un stratagème audacieux pour récupérer son dossier médical. Mina s'auto-rise à faire des réflexions désobligeantes à Bell, ce qui entraîne sa mise à l'écart.

france 2 21:05

Réunions



Vanessa fait un stage d'observation avec Victoire. Celle-ci lui présente un photographe avec lequel elle semble très complice. Vanessa se met alors à la suspecter de tromper Antoine. Elle confie ses doutes à Jérémy qui ignore comment aider son frère. Il en parle à Chloé et Dom, puis se décide à confronter l'amant en question. De son côté, Maxime ne sait plus comment se comporter avec Anaïs puisqu'une autre fille occupe ses pensées. En triant le linge pour lancer une machine, Chloé découvre que son fils a une vie sexuelle...

france 3 21:05

La carte aux trésors



La zone de jeu s'étend de Sisteron jusqu'aux gorges du Verdon en passant par la vallée de la Durance, Digne-les-Bains et le plateau de Valensole. Pour résoudre les énigmes et trouver le trésor, les candidats Alexandra et Bastien partent à la découverte des observatoires du département, nichés dans les montagnes. Puis, ils pénètrent dans l'univers des cosmétiques de la Provence qui, grâce à la culture de la lavande, entre autres, connaissent une renommée mondiale. Enfin, les deux participants visitent quelques-uns des plus beaux villages provençaux avant de plonger au cœur des spectaculaires gorges du Verdon.

CANAL+ 20:05

Le coup du siècle



Sur la Côte d'Azur, Joséphine, une aventurière glamour, rencontre Penny, une australienne moins expérimentée et qui n'a pas la même classe. Celle-ci lui demande de la former : elle pense qu'ensemble elles peuvent faire de grandes choses. Joséphine finit par accepter d'être son mentor. Elles jettent leur dévolu sur un riche texan qui veut épouser Joséphine. Elles réussissent à le faire renoncer tout en gardant le bagne de fiançailles. Et poursuivent le même stratagème avec d'autres. Quand Penny réclame sa part, Joséphine refuse.

6 21:05

Top chef



Pour la première fois, le sort des candidats va dépendre d'une seule et même personne : le critique culinaire François-Régis Gaudry. En 48 heures, trois binômes vont devoir créer de toute pièce un restaurant : le concept, la décoration et le menu. A la fin de ce délai, le journaliste gastronomique passera devant chaque enseigne et son jugement sera sans appel. Le restaurant qui lui plaira le moins n'ouvrira jamais ses portes, et sa brigade se retrouvera directement en dernière chance. Enfin, avec son équipe de critiques gastronomiques et des quatre chefs, ils départageront ensemble les deux brigades restantes sur la dégustation et le service des restaurants. Pour l'une, ce sera la victoire et la qualification pour la prochaine semaine du concours, pour l'autre, la dernière chance.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2451

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

1	2		6		3	7					
7											9
			2		9						
	5				4						
9			8								6
		3			9						
			5	2							
5						2					
2	3		4		9	8					6

2	4		1		8	5		1	4	2		1		8	5
9								3							3
			7	2					7			7		4	
	8				3					2				1	
1			6						3					6	
			6						6						2
			1		5							9		6	
8															7
3	6		4												1



«La responsabilité de chacun implique deux actes : vouloir savoir et oser dire.»

Abbé Pierre

Mots croisés n°2451

- 1 - Organisation secondaire
 2 - En vain
 3 - Revenir à de bons sentiments - Mot de liaison
 4 - Il peut faire aller à droite - Quatre saisons - Le dernier vous habille bien
 5 - Agence américaine - Démantèlera
 6 - Satisfaisant une envie - Echassier sacré en Egypte
 7 - Sable mouvant - Plante nutritive
 8 - Cité bourguignonne - Refuses d'exprimer
 9 - Associer
 10 - Vieille hérésie - Partie d'écluse
 A - Montra de façon grotesque
 B - A faire pour avoir du son - Orner de belles couleurs
 C - Cachais dans un asile agréable - Pour le labo, c'est nickel
 D - Egalement - Bien nettoyée
 E - Décampa - Numéro 1 en France
 F - Espoir de naufragé - Pas très récent
 G - Vipères cornues
 H - Courtois - Mère des Titans
 I - A faire trois fois - Il prise les bonnes blagues
 J - Bien dans le coup - Logis parfois grossiers
 K - Défalquer - Rivière jaune
 L - Travailleras à son métier

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



SPORT

Le MJS s'engage à soutenir la FAC pour "redorer le blason du cyclisme algérien"

Le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Sid Ali Khaldi, a assuré de tout son soutien et celui de son département, la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) dans toutes les actions entreprises pour "redorer le blason" de la "petite reine" algérienne, au cours d'un entretien tenu lundi avec le président de la FAC, Kheïreddine Barbari.

"Plusieurs points relatifs au cyclisme, notamment son développement à travers le pays, ont été abordés lors de cette séance de travail lors de laquelle le ministre a félicité le président de la FAC pour la sérénité retrouvée par la fédération après la crise vécue l'année dernière", indique l'instance fédérale dans un communiqué publié lundi soir sur sa page officielle Facebook. D'autres sujets relatifs à la situation des athlètes de l'élite nationale, notamment ceux appelés à défendre les couleurs nationales dans les compétitions internationales, en cette période de confinement, ainsi que les compétitions internationales que compte organiser la FAC en Algérie, ont été exposés par le premier



responsable de la fédération qui a brossé un tableau général sur la situation de la discipline et les moyens dont elle a besoin pour connaître un véritable essor. Les jeunes talents et leur prise en charge ainsi que la

place de la fédération au sein des instances internationales sont les autres points exposés par Barbari, lequel a souligné que les résultats ont été réalisés "en dépit du manque de moyens à la FAC qui ne dispose même pas d'un siège

social digne de ce nom". La relation entre les ligues de wilaya et la fédération et son suivi ainsi que les infrastructures en réalisation, comme le vélodrome en chantier de Mascara, ont été également exposées au ministre.

HANDBALL

L'Algérien Moncef Soltane arrête sa carrière professionnelle

Le handballeur algérien Mathias-Moncef Soltane (Grand Nancy Métropole HB/France) a décidé de mettre un terme à sa carrière professionnelle après une dernière année perturbée par les blessures et l'annulation de la saison à cause de la pandémie de coronavirus.

En janvier dernier, il avait déjà évoqué sa possible fin de carrière. Quelques mois plus tard, Soltane a décidé de franchir le pas et de dire "stop".

A bientôt 34 ans, l'ailier droit nancézien a pris la décision d'arrêter sa carrière professionnelle alors que son contrat avec le Grand Nancy Métropole HB arrivait à terme.

Après deux dernières saisons perturbées par les blessures (à l'épaule notamment), le joueur algérien était conscient que l'avenir se dessinait en



pointillés. "J'ai eu pas mal de pépins physiques ces dernières années, et c'est vrai que cela a précipité la fin de ma carrière pro", confie-t-il au journal l'Est Républicain.

Arrivé à Nancy en juin 2014 après

être passé par Strasbourg, Gonfreville ou encore Saran, le handballeur ferme donc le livre d'une histoire de six saisons nancéziennes.

"J'ai fait de belles rencontres humaines et sportivement, on a disputé les play-offs (la saison dernière contre Massy, NDLR).

Ce n'est pas mal pour moi, le petit joueur qui n'est pas passé par un centre de formation mais a gravi les échelons en N3, N2, N1 et Proligue. Si je suis fier ? Oui, quand même. Même si je sais aussi que j'aurais pu faire mieux", a-t-il ajouté. Mathias-Moncef Soltane, qui avait effectué toute la préparation avec la sélection algérienne avant la Coupe d'Afrique 2014 à Alger sans être retenu par le sélectionneur de l'époque Réda Zeguilli, a disputé 126 matchs officiels lors de ses six saisons à Nancy.

VOLLEY

Le congrès électif de la Confédération africaine avant novembre prochain

Le congrès électif de la Confédération africaine de volley-ball (CAVB) devrait avoir lieu entre les mois de septembre et novembre, selon les directives de la Fédération internationale de la discipline (FIVB).

Le congrès de l'instance africaine de volley-ball était initialement programmé le 15 juin à Cape-Town en Afrique du Sud, mais en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), il a été reporté.

Il aura lieu avant le 37e congrès de la FIVB, reporté à son tour par l'instance internationale au mois de janvier 2021 (27-29) à Phuket en Thaïlande.

"C'était jusqu'ici la dernière décision prise par la FIVB, après avoir reporté aussi toutes les compétitions internationales en raison de

la situation sanitaire qui prévaut dans le monde", a indiqué à l'APS Okba Gougam, membre du Conseil d'administration de la FIVB et aussi de la CAVB.

L'enjeu du congrès électif de la CAVB est le renouvellement des 19 postes du conseil d'administration dont le poste du président, ceux du bureau exécutif et des présidents de zone.

"J'avais saisi l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports pour avoir l'aval de me porter candidat à aux élections, mais je n'ai pas eu de réponse.

J'ai adressé alors un courrier sur le même sujet à l'actuel ministre pour lui expliquer ma situation à la CAVB où je compte encore me présenter aux élections", a expliqué Gougam. Il est à rappeler que l'ex-président de la Fédération algérienne de

volley-ball (FAVB) avait été élu en 2015 à Alger au Conseil d'administration de la FIVB, un poste qui lui a permis d'être automatiquement membre du Conseil de la CAVB et surtout près du centre de décisions prises au plus haut niveau dans une discipline olympique qui reste toujours porteuse.

Concernant les congrès électifs de la FIVB et de la CAVB, les deux instances buteront a priori sur le problème de renouvellement des bureaux exécutifs des fédérations nationales membres, dont le mandat olympique (2017-2020) devait prendre fin cette année.

"En effet, les deux congrès risquent d'avoir une nouvelle assistance (nouveaux présidents des instances nationales) qui, selon les règlements, ne peuvent pas

postuler à un poste au sein des instances internationales sauf s'ils sont reconduits dans leur fédération ou ont occupé auparavant le poste pour lequel ils postulent", a expliqué le responsable algérien. Les congrès africain et mondial verront l'élection de tous les membres du Conseil d'administration pour la période 2021-2024 et la FIVB insiste à cette occasion sur un "contrôle d'intégrité" de tous les candidats. Il reste à préciser que le congrès de la FIVB ne concernera pas le poste de président, occupé par le Brésilien Ary da Silva Graça Filho dont le mandat court jusqu'en 2024, ce qui n'est pas le cas de celui de la CAVB, l'Egyptien Amr Elwani. Ce dernier arrive au terme de 16 ans de présidence.

SPORT AUTO / FORMULE

1 - CORONAVIRUS L'arrêt des courses a laissé un grand vide dans la vie de Lewis Hamilton

La suspension des courses de Formule 1, causée par la pandémie de nouveau coronavirus, a laissé un "grand vide" dans la vie du pilote Britannique Lewis Hamilton, en attendant un hypothétique coup d'envoi de la saison en juillet.

"Les courses me manquent, chaque jour. C'est la première fois depuis l'âge de 8 ans que je n'ai pas commencé une saison", a affirmé sur Instagram le pilote de 35 ans, qui avait débuté dans sa jeunesse avec des compétitions de karting.

Les dix premiers GP de 2020 ont été annulés (Australie, Monaco, France) ou reportés sine die (Bahreïn, Vietnam, Chine, Pays-Bas, Espagne, Azerbaïdjan, Canada). La saison 2020 de F1 devrait débuter le 5 juillet en Autriche, sur le Red Bull Ring de Spielberg (centre), probablement "sans spectateurs", a annoncé son PDG Chase Carey lundi.

"Quand on vit pour quelque chose qu'on aime et que ce n'est plus là, cela laisse définitivement un grand vide. Mais il y a toujours des choses positives à tirer de ces moments," a nuancé Hamilton, sextuple champion du monde.

Le pilote Mercedes s'était fait remarquer en étant l'un des rares pilotes à s'exprimer publiquement, en la regrettant, sur la décision des responsables de la F1 de tenter de courir le Grand Prix d'Australie le 15 mars.

Celui-ci avait été annulé au dernier moment après de longs atermoiements.

"En ce moment, nous avons tout le temps de réfléchir à la vie, à nos décisions, à nos objectifs, aux personnes qui nous entourent, à nos carrières", a indiqué Hamilton.

"Aujourd'hui, nous voyons un ciel plus clair partout dans le monde, moins d'animaux sont abattus pour notre plaisir simplement parce que nos exigences sont moindres et que tout le monde reste chez soi", a poursuivi le champion du monde F1 en titre.

"Ne revenons pas comme nous sommes entrés dans cette période difficile. Ressortons de cette période avec une meilleure connaissance de notre monde, en changeant nos choix et nos habitudes", a-t-il conclu.

ATHLÉTISME

Un circuit de six micro-meetings en République tchèque

A l'arrêt dans de nombreux pays, l'athlétisme va reprendre ses droits en juin en République tchèque, avec six meetings, dont un premier est prévu le 1er juin à Kladno, a annoncé la Fédération tchèque de la discipline.

A partir du 25 mai, les rassemblements de 50 personnes seront autorisés en République tchèque.

La Fédération d'athlétisme a donc décidé de lancer un circuit de six "micro-meetings", avec la participation des grands noms de l'athlétisme tchèque qui ont déjà répondu présent. La double championne olympique et triple championne du monde du lancer de javelot Barbora Spotakova, la triple championne du monde indoor du 400m Pavel Maslak et le 3e des derniers Mondiaux en salle du lancer de poids Tomas Stanek seront de la partie. Mais le circuit n'est pas réservé qu'à l'élite. Des athlètes de toutes les catégories d'âge et de tous les niveaux de performances seront engagés à travers le pays, a expliqué la Fédération. "J'attends cette première compétition avec impatience, même si cela a lieu en mode limité", a dit Spotakova.

MILAN AC Ismail Bennacer intransférable, selon la presse

L'international algérien du Milan AC, Série A, Ismaël Bennacer est intransférable durant le mercato prochain, a révélé mardi, le journal sportif Le Corriere dello Sport.

Cette confirmation du média italien intervient après les informations ayant circulées depuis quelques jours sur l'intérêt porté par le club de Paris Saint-Germain, sur Bennacer et le souhait du directeur sportif du club de Ligue 1 française, Leonardo de faire venir le milieu de terrain algérien.

"Milan AC ne compte pas vendre Bennacer, actuellement un des meilleurs éléments au poste de milieu de terrain au club", a indiqué Le quotidien italien dans son édition du jour, citant des dirigeants du Milan AC. Une volonté des dirigeants rossoneri de capitaliser sur la bonne saison de l'ancien joueur d'Arsenal pour le futur du club, qui le rend par conséquent intransférable. Bennacer dont le retour aux entraînements individuels est annoncé pour le 4 mai, ne compte pas lui aussi quitter le club milanais et souhaite encore progresser avec



le club aux sept trophées en Ligue des Champions. Bennacer avait rejoint le MILAN

AC, en août dernier en provenance d'Em ploi FC, relégué en division inférieure. Il

avait signé un contrat de quatre années pour un transfert estimé à 16 millions d'euros.

L1 / CS CONSTANTINE

«La préservation de l'effectif, une priorité absolue»

Les dirigeants du CS Constantine oeuvrent en cette période de suspension du championnat de Ligue 1, en raison du coronavirus, à remplir avec les cadres et les joueurs en fin de contrat pour préserver l'ossature de l'équipe en perspective de la saison prochaine, a-t-on appris lundi du directeur sportif.

"La direction du club a mené des négociations via visioconférence avec la plupart des joueurs, lesquels ont donné leur accord de principe pour évoluer la saison prochaine sous les couleurs du CSC", a indiqué, à l'APS, Rachid Redjradj, soulignant que "la préservation de l'effectif constitue une

priorité absolue pour assurer la stabilité de l'équipe".

Les cadres des "Sanafir" sont très convoités par des clubs locaux et étrangers, notamment Houcine Benayada et Ismail Belkacemi, a fait savoir le même responsable, ajoutant que la direction du CSC procédera au renouvellement des contrats de ses joueurs dès la reprise des entraînements afin d'éviter un départ des éléments titulaires de l'équipe.

La même source a signalé qu'en cette période de confinement et de distanciation sociale, le coach, Abdelkrim Khouda et le préparateur physique,

Khaled Guerioune entretiennent un contact permanent avec les joueurs pour leur transmettre les consignes nécessaires à même d'entretenir leur condition physique et les préparer à une éventuelle reprise du championnat.

"Excepté Sid Ali Lamri, blessé lors du dernier match au stade Benabdelmalek face à l'US Biskra (3-0), tous les joueurs font montre d'un esprit de professionnalisme quant à l'entretien de leur condition physique durant cette période délicate, en suivant scrupuleusement les conseils du staff technique", a noté Redjradj.

AFFAIRE ADEL AMROUCHE

Le Kenya obtient un sursis jusqu'à jeudi pour payer le technicien algérien

Le Kenya a bénéficié d'un sursis jusqu'au 30 avril pour régler la facture de son ex-sélectionneur Adel Amrouche, d'une valeur d'un million de dollars, exigée par le technicien algérien après son limogeage abusif, a rapporté lundi la presse locale.

Le Tribunal Arbitral sprtif (TAS) de Lausanne avait exigé de la Fédération kenyane de football (KFF) de dédommager le technicien algérien, avant le 24 avril, sinon l'instance risquerait de lourdes sanctions entre autres une éventuelle exclusion des qualifications de la Coupe du Monde 2022.

Engagé en 2014 pour entraîner la sélection du Kenya, Adel Amrouche avait été limogé, après seulement 18 mois de travail, alors que son contrat était de cinq. Le limogeage intervenu après

l'élimination du Kenyan de la CAN-2015, suite à sa défaite face au Lesotho (1-0), n'a pas été du goût de l'entaineur qui a injecté un recours au TAS pour obtenir un dédommagement.

La FKF, par le biais de son président avait précisé qu'elle n'avait pas les fonds nécessaires pour respecter le délai de paiement, comme cela avait été ordonné par le TAS, introduisant une demande de prolongement qui va expirer jeudi.

La FIFA, pour sa part, se prépare à appliquer la réglementation en vigueur, à savoir, comme première décision, l'exclusion définitive de la sélection du Kenya des qualifications du Mondial-2022.

Aux éliminatoires du CM-2022, le Kenya est logé dans le groupe E, aux côtés du Mali, Ouganda et Rwanda.



FAF

le projet d'amendement des statuts en voie de finalisation

Le projet d'amendement des statuts de la Fédération algérienne de football (FAF) est sur le point d'être finalisé, conformément à la feuille de route mise en place par la Fédération internationale (Fifa), a annoncé mardi l'instance fédérale sur son site officiel.

Ce projet d'amendement avait été initié au lendemain de la visite des représentants de la Fifa en décembre 2019. Il fera l'objet d'une promotion auprès des membres de l'assemblée générale, lors de regroupements régionaux qui seront organisés après la crise du nouveau coronavirus (Covid-19), précise la FAF dans un communiqué. La FAF a expliqué que ce projet d'amendement est passé par un processus, qui devra être validé par la Fifa à la fin du mois d'avril.

L'instance fédérale a souligné que la phase de promotion des projets statuts/code électoral auprès des membres de l'AG, qui devait avoir lieu en mai, est reportée à une date ultérieure en raison de l'épidémie du Covid-19. Enfin, la FAF a annoncé la tenue de l'assemblée générale ordinaire de la FAF pour l'adoption des statuts/code électoral, ratification des organes juridictionnels existants et élection des commissions électorales au début de juin prochain.

Cette date risque également de changer en raison de la crise sanitaire actuelle, conclut l'instance fédérale.

FOOT-RUSSIE

La reprise du championnat décalée au mois de juin

Le championnat russe de football où évolue l'international algérien Mehdi Embarek Zeffane, ne reprendra pas avant le week-end du 21 ou du 28 juin, a rapporté mardi la presse locale. A l'arrêt depuis près d'un mois, en raison de la pandémie du coronavirus, le championnat dont ils restent 8 journées devrait prendre fin au plus tard début août.

"Les clubs et les instances du pays se demandent actuellement s'il ne vaut pas mieux arrêter définitivement la saison", a ajouté la même source.

Une éventuelle reprise obligerait en effet les joueurs à disputer les huit matchs restants sur une durée de cinq à six semaines, soit quasiment tous les trois jours, alors qu'ils n'ont pas réalisé d'efforts à haute intensité depuis trop longtemps.

Une réunion d'urgence des instances dirigeantes est annoncée pour jeudi pour prendre une décision : une reprise du championnat fin juin ou un arrêt définitif de la saison.

Il est à signaler que l'international algérien et champion d'Afrique en titre, Mehdi Embarek Zeffane évolue au club de Krylia Sovetov, classé en 15e et avant dernière position avec 22 points en 22 matchs.

CAN-2021 Samuel Eto'o favorable au report de la prochaine édition

L'ancien attaquant vedette de la sélection nationale du Cameroun de football, Samuel Eto'o, s'est dit "favorable" au report de la prochaine phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun (9 janvier - 6 février), en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

"Le plus important, et les instances du football africain l'ont bien compris, c'est la santé. Je ne vois pas mon grand frère Ahmad (président de la Confédération africaine de football, ndlr) risquer la santé des amoureux du ballon rond pour une CAN.

Le plus important c'est qu'on soit hors de danger, et nous aurons toujours le temps d'organiser cette CAN. Déjà elle est acquise pour le Cameroun.

Après ce sera juste une question de date", a-t-il confié lundi soir à la chaîne d'information France 24. La CAF a décidé de reporter les prochaines journées des qualifications de la CAN-2021, ainsi que le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, qui devait se jouer en avril au Cameroun.

L'instance continentale attend la décision finale concernant les prochaines dates FIFA avant de poursuivre son raisonnement.

Le Canadien Victor Montagliani, vice-président de la Fifa, a déclaré récemment à l'agence américaine Associated Press (AP) que l'instance envisageait d'annuler tous les matchs internationaux prévus en septembre, octobre et novembre prochains, ce qu'elle a déjà fait pour les mois de mars et de juin, afin de donner la priorité aux championnats nationaux et aux compétitions de clubs.

La Coupe de Corée du Sud débutera le 9 mai

Repoussée comme le Championnat en raison de la pandémie du coronavirus, l'édition 2020 de la Coupe de Corée du Sud de football va débuter le 9 mai, avec le déroulement des rencontres du 1er tour, a annoncé mardi la Fédération sud-coréenne de la discipline.

Le tournoi, dont les droits ont été achetés par une dizaine de diffuseurs étrangers en Asie et en Europe, devait débuter le 14 mars, avant d'être retardé à cause de la pandémie du Covid-19.

Ce premier tour verra s'opposer 32 clubs semi-professionnels et de divisions inférieures, avant l'entrée en lice des pros au tour suivant.

Les quarts de finale se dérouleront le 29 juillet et les demi-finales ont été reprogrammées au 28 octobre. La date de la finale sera décidée ultérieurement. La Corée du Sud figurait parmi les premiers pays touchés par le virus, ce qui a incité la KFA à démarrer sa saison avec deux mois de retard. A ce jour, 10 000 personnes y ont été contaminées. 250 d'entre elles sont mortes.

APS

JOUEURS AFRICAINS POPULAIRES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX Riyad Mahrez dans le Top 5

L'international algérien Riyad Mahrez a occupé la 5e place au classement des joueurs africains les plus populaires sur les réseaux sociaux durant le mois d'avril.

En comptabilisant 5,1 millions de "J'aime" sur Instagram, 2,1 millions sur Twitter et 1,8 million sur Facebook, Riyad Mahrez (Manchester City) figure dans le Top 5 des stars africaines les plus influentes sur la toile, comme ils le sont sur les rectangles verts.

La première position du sondage est revenue à l'Égyptien Mohamed Salah (Liverpool), avec 12,5 millions de "J'aime" sur Facebook, 11,9 millions d'abonnés sur Twitter et 37,9 millions sur Instagram.

Avec son total de 62,3 millions de fans, Salah trône en tête, devant l'Ivoirien Didier Drogba (19,4 millions), et l'excipitaine des Lions Indomptables du Cameroun, Samuel Eto'o (15,1 millions).

La 4e position est occupée par le buteur d'Arsenal et des Panthères du Gabon, Pierre-Emerick Aubameyang avec



11,7 millions d'abonnés (9,4 millions sur Instagram, 1,4 million sur Twitter et 992.000 sur Facebook).

CAF

Ahmad compte briguer un nouveau mandat

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), le Malgache Ahmad Ahmad, compte briguer un deuxième mandat à la tête de l'instance continentale, rapporte lundi le site Footafrique.

"Malgré un bilan désastreux marqué par une affaire de corruption, un audit du Bureau PwC réalisé par la FIFA et une mauvaise gestion qui ne plaident guère en sa faveur, le président de la CAF, Ahmad Ahmad, mise sur un second mandat consécutif à la présidence de l'instance africaine", écrit la même source.

"Ses proches, notamment un de ses conseillers, évoquent une volonté de sa part de poursuivre sa mission à la tête de la CAF.

D'autres membres du Comité exécutif de la CAF, notamment le Congolais Constant Omari, le Sénégalais Augustin



Senghor, l'Égyptien Abo Rida ou encore le Marocain Faouzi Lekjaâ sont des présidents potentiels mais dans l'attente", croit savoir Footafrique. Ahmad Ahmad (60 ans) avait été élu à la tête de

la CAF le 16 mars 2017 en s'imposant face au Camerounais Issa Hayatou, en poste depuis 1988. Les prochaines élections de la CAF auront lieu durant le premier trimestre de l'année 2021.

TUNISIE

La reprise des entraînements repoussée

La Fédération tunisienne de football (FTF) a interdit aux clubs de reprendre les entraînements, actuellement suspendus en raison du coronavirus, sans l'accord des autorités compétentes ou de l'instance fédérale.

"Cette interdiction a été dé-

cidée conformément aux décisions des institutions de l'Etat. Les modalités de la future reprise ne sont pas encore arrêtées, elles le seront en coordination avec les autorités compétentes chargées de gérer la situation sanitaire d'urgence imposée par le co-

ronavirus", a expliqué la FTF dans un communiqué repris par la presse locale.

Pourtant, le président de la FTF, Wadii Jariï, avait proposé dernièrement aux clubs des différents paliers, la date du 4 mai pour reprendre les entraînements, alors qu'une

éventuelle reprise des compétitions aurait eu lieu le 28 du même mois.

Plusieurs clubs tunisiens, dont l'ES Tunis et le Club Africain, ont exprimé leur intention de reprendre prochainement les entraînements, sous forme de groupes restreints.

ARRÊT DÉFINITIF DU CHAMPIONNAT BELGE Décision reportée au 4 mai

La décision, probable, d'un arrêt définitif de l'actuel championnat de Belgique de football, qui devait intervenir ce lundi, a été reportée au 4 mai, a annoncé l'assemblée générale de la Pro League.

Le conseil d'administration de la Pro League de football a recommandé l'arrêt définitif des compétitions mais cet avis doit encore être approuvé lors d'une assemblée générale.

Les championnats professionnels (D1A et D1B) ainsi que la Coupe de Belgique sont à l'arrêt depuis mi-mars à cause de la pandémie de Covid-19.

La Pro League (association des clubs) et la Fédération belge veulent d'abord

connaître la position du Conseil National de Sécurité avant de décider de la fin définitive de la saison 2019-2020.

Celui-ci s'est tenu vendredi dernier mais aucune mesure n'a été prise en ce qui concerne les compétitions sportives.

Une reprise semble toutefois impossible, le gouvernement belge ayant in-

terdit toutes les manifestations de masse jusqu'au 31 août, or un match même à huis clos mobiliserait au moins 400 personnes, selon la Fédération belge.



L'ATLETICO PRÉPARE L'APRÈS SIMEONE

Au club depuis 2011, Diego Simeone pourrait bel et bien mettre un terme à son histoire avec l'Atletico Madrid dans les mois à venir. Selon les informations de "Mundo Deportivo", la direction du club madrilène serait prêt à laisser partir l'Argentin et viserait désormais Nuno Espirito Santo actuellement à Wolverhampton. Les noms de Jorge Jesus, Marcelo Gallardo, Mauricio Pochettino et Unai Emery auraient également été évoqués. Pour rappel, il est sous contrat avec les Colchoneros jusqu'en juin 2022. Retrouvez chaque jour sur Sport.fr l'actualité de plus de 100 sports en direct. Résultats, mercato, insolites, people et bien plus encore ! Cette semaine à la une : Kylian Mbappé et le PSG, Lionel Messi et le Barça, Zinedine Zidane et le Real Madrid...



OL, LOSC, OM : UN GROS PARI TENTÉ AVEC MARIO GOTZE ?

Alors que l'OL, le LOSC ou l'OM pourraient encore être actifs durant le prochain Mercato, un joli coup nommé Mario Gotze se présente.

Dans une période où les finances sont rarement au beau fixe, les jolis coups en matière de transferts ne sont pas à négliger. Parmi eux, cet été, se nomme un certain Mario Gotze, le milieu offensif du Borussia Dortmund.

En effet, l'international allemand arrive en fin de contrat au terme de la saison, et ne devrait pas prolonger à Dortmund. Il faut dire que ses performances en dents de scie n'ont pas été franchement séduisantes.

Cela n'empêche pas, selon Kicker, des clubs français de se pencher sur sa situation. Avec un salaire de 8 millions d'euros bruts par an en Allemagne, seuls les plus gros budgets français pourraient sérieusement tenter leur chance. Alors qui de l'OL, l'OM ou le LOSC imagine attirer Gotze libre cet été ? A moins que l'AS Monaco ne passe par là...

PSG : LE DOSSIER MBAPPÉ EST RÉGLÉ À 90% !

Malgré l'intérêt persistant du Real Madrid pour Kylian Mbappé, ce dernier devrait bel et bien rester au PSG l'été prochain.

Ce n'est plus un secret pour personne, le Real Madrid a des vues sur Kylian Mbappé et envisage de le recruter le plus rapidement possible. Mais alors que son contrat actuel court jusqu'en juin 2022 avec le PSG, l'international français figure toujours dans les plans de Leonardo qui souhaite même le prolonger. D'ailleurs, l'avenir de Mbappé semble déjà tracé pour cet été... Comme l'a révélé le journaliste de RMC Sport Mohamed Bouhafsi, Kylian Mbappé serait assuré à 90% de rester au PSG lors du prochain mercato estival. Le Real Madrid devra donc se faire une raison, mais pourra néanmoins programmer un retour à la charge à l'été 2021 si Kylian Mbappé n'a pas prolongé d'ici-là son contrat au PSG.



HIGUAIN NE QUITTERA PAS LA JUVENTUS SELON SON PÈRE

Le père de Gonzalo Higuain a assuré que son fils va rester à la Juventus Turin jusqu'à la fin de son contrat en juin 2021. « Rien de ce qui a été dit dernièrement n'est vrai, Gonzalo va rester à la Juventus parce qu'il a toujours un contrat d'un an et le respectera. Il attendra l'expiration du contrat et prendra une décision à ce moment-là pour son avenir », a averti Jorge Higuain sur les ondes de LM Neuquen en réponse aux très nombreuses rumeurs de départ dont son fils fait l'objet. Alors que l'ancien joueur de Naples se trouve actuellement en Argentine au chevet de sa maman malade d'un cancer, son nom a notamment été associé à River Plate. Et selon la presse italienne, l'ancien attaquant du Real Madrid ne serait pas emballé à l'idée de revenir en Italie en raison du contexte sanitaire.

Zidane est fixé pour Kane !

Le Real Madrid voudrait renforcer sa ligne d'attaque et aurait ciblé Harry Kane. Mais le club espagnol se serait vu opposer un refus de Tottenham.

Les mauvaises prestations de Luka Jovic depuis son arrivée lors du dernier mercato estival obligent les dirigeants du Real Madrid à trouver sur le marché un attaquant capable de suppléer Karim Benzema. Alors que le nom d'Erling Braut Haaland est évoqué par la presse espagnole, le club madrilène aurait également ciblé Harry Kane. Néanmoins, Tottenham ne voudrait pas vendre Harry Kane au Real Madrid. Toujours selon des informations de la Gazzetta dello Sport, le dirigeant des Spurs Daniel Lévy ne voudrait pas se séparer de son attaquant et aurait répondu négativement aux appels du club madrilène. Néanmoins, le média italien rajoute que le président de Tottenham pourrait changer d'avis et pourrait accepter de libérer Harry Kane lors du prochain mercato en cas de très grosse offre. Reste à savoir si le Real Madrid, affaibli par de lourdes pertes financières, décidera de casser sa tirelire pour s'offrir l'international anglais.



Ce message fort sur l'avenir de Neuer !

Président d'honneur du Bayern Munich, Uli Hoess compte voir Manuel Neuer, portier du club, prolonger son contrat.

En fin de contrat avec le Bayern Munich en 2021, Manuel Neuer peut donc s'interroger sur la suite de son aventure en Bavière, à quelques semaines du mercato estival. Mais dans un entretien à Kicker ce lundi, Uli Hoess, ancien président du club, espère que la direction munichoise prolongera son dernier rempart : « J'apprécierais beaucoup et je serais très heureux que Manuel Neuer reste au Bayern pour les prochaines années car il est toujours le meilleur gardien de but au monde ».



JOURNÉE DU SAVOIR ET DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN Le cheikh de la zaouia Sidi Chikh félicite le Président Tebboune

Le cheikh de la zaouia Sidi Chikh de Tlemcen, Fathallah Bouchikhi a adressé un message de félicitations au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la Journée du Savoir (Yaoum El Ilm) et du mois sacré de Ramadhan. Le cheikh de la confrérie Sidi Chikh s'est félicité, dans son message, des réformes engagées par le Président de la République depuis son élection à la tête du pays, estimant que "les résultats des réformes commencent à voir le jour et sont déjà très claires en un temps bref depuis que le Président Tebboune a pris les rênes de l'Etat".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR- RECHERCHE Djerad installe le Pr. Abadlia dans ses fonctions de président du CNRST

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a procédé, mardi à Alger, à l'installation du Pr. Mohamed Tahar Abadlia dans ses fonctions de président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST).

La cérémonie d'installation a eu lieu au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en présence de membres du gouvernement et de cadres du secteur.

S'exprimant à cette occasion, M. Djerad a qualifié cette installation de "moment mémorable", car il s'agit là "d'un outil important pour promouvoir la recherche scientifique, forger la prise de décision et soutenir l'économie nationale".

Le CNRST se veut également "un acteur essentiel pour tracer la politique nationale de la recherche scientifique", a-t-il soutenu. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur, Chems Ed-dine Chitour a salué la création de ce conseil qu'il a qualifié de "nouvelle pierre renforçant davantage le rôle du savoir et de la recherche en Algérie".

Intervenant à cette occasion, Pr. Abadlia a exprimé la disposition de cette instance, une fois sa composition humaine mise en place, à "travailler que faire se peut pour être au ni-



veau des challenges et défis de la recherche scientifique et technologique dans notre pays". A noter que M. Abadlia a occupé plusieurs postes au sein du ministère de l'Enseignement supérieur, d'abord en qualité de Secrétaire général, puis recteur de plusieurs établissements universitaires à l'instar des universités de Blida, Boumerdes et Bouira.

Le Conseil est un organe indépendant placé auprès du Premier ministre. Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et administrative.

Cet organe comprend 45 membres dont le président, nommé par décret prési-

dential. Le Conseil est chargé de définir les grandes orientations de la politique nationale de recherche scientifique et du développement technologique et d'émettre des avis et recommandations sur les grandes options de la recherche scientifique et du développement technologique.

En outre, le Conseil est chargé d'évaluer la politique nationale de la recherche scientifique et du développement technologique et ses retombées ainsi que l'élaboration des mécanismes d'évaluation et de suivi de leur mise en œuvre. Il est chargé également de la préservation, de la valorisation et du renforcement du potentiel

scientifique et technique national, en sus de l'appui de la recherche scientifique et du développement technologique aux politiques publiques et la coordination intersectorielle des activités de recherche.

Le Conseil émet un avis sur toutes questions relatives à la définition de la politique nationale de recherche scientifique et de développement technologique, de sa mise en œuvre, de son évaluation ainsi que la valorisation des résultats d'activités de recherche scientifique et de développement technologique qui lui est soumise par le Président de la République, le Gouvernement et les institutions publiques.

JUSTICE

Tribunal de Koléa (Tipasa) : report du procès de Karim Tabou au 1^{er} juin prochain

Le tribunal de Koléa (Tipasa) a décidé, lundi, le report du procès de Karim Tabou, président de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), au 1^{er} juin prochain.

Cette décision du report du procès de Karim Tabou, poursuivi, depuis septembre dernier, pour "atteinte au moral de l'Armée" a été prononcée, sur demande du collectif de défense de l'accusé. Il s'agit du zème report consécutif de ce procès, après l'audience de 6 avril dernier. Le parquet de Koléa avait transféré

l'affaire au juge d'instruction qui a ordonné, le 11 septembre dernier, sa mise en détention provisoire.

Le 25 septembre, la chambre d'accusation de la Cour de Tipasa a ordonné sa mise en liberté et son placement sous contrôle judiciaire, après la poursuite en appel de la décision de sa mise en détention provisoire, par Justice/procès Tribunal de Koléa (Tipasa): report du procès de Karim Tabou au 1^{er} juin prochain la défense.

OUM EL BOUAGHI

Mandat de dépôt pour le procureur de la République adjoint près le tribunal d'Ain M'lila (parquet général)

Le procureur de la République adjoint près le tribunal d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) a été placé sous mandat de dépôt pour "usage de faux", a indiqué lundi dans un communiqué le parquet général près la Cour d'Oum El Bouaghi.

Selon le communiqué, le procureur de la République près le tribunal d'Ain Beida a requis sur la base d'une requête additionnelle conformément à l'article 69 du code de procédures pénales du juge instructeur de placer l'accusé sous mandat de dépôt. Le communiqué ajoute que "cette accusation ne figure pas dans la première demande d'ouverture qui a comporté les accusations de crime de faux par un magistrat sur des documents dont l'établissement relève de sa fonction en falsifiant frauduleusement leur contenu et circonstances, en y incluant comme véridique des faits qu'il sait être mensongers et pour crime de destruction volontaire de copies et d'actes d'une autorité publique". A cela s'ajoutent, selon le communiqué, "le délit de saisie par voie frauduleuse de données dans le système de traitement automatique et de modification de données, le délit d'abus de fonction et le délit d'obtention induite de documents par de fausses déclara-

tions conformément aux articles 215, 223, 394 bis1 et 409 du code pénal et articles 32 et 33 de la loi relative à la prévention et la lutte contre la corruption".

Le communiqué a précisé que l'affaire a trait à "la modification dans l'acte de naissance de la seconde épouse du procureur de la République adjoint d'une manière illégale en accordant à l'application informatique du tribunal et la saisie de données incorrectes portant sur la création d'un dossier de correction administrative de l'état civil et le changement de la filiation de son épouse".

L'arrêté administratif de correction de la filiation dans l'acte de naissance a été envoyé à la commune d'Ain M'lila pour application et son contenu a été introduit à la base de données de l'état civil de la commune d'Ain M'lila et l'acte ainsi obtenu a été utilisé pour corriger l'acte de mariage du procureur de la République adjoint dans la commune de Constantine d'une manière illégale, selon le communiqué.

Le communiqué souligne que la loi garantit à l'accusé le droit de faire appel contre les arrêtés émanant du juge instructeur incluant les procédures de détention et ce sera à l'instance d'appel de trancher selon la loi.

ALGÉRIE-CORONAVIRUS-CONFINEMENT-PROLONGEMENT

Prolongement jusqu'au 14 mai prochain du dispositif de confinement

Le dispositif actuel de confinement décidé dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus (Covid-19) a été prolongé jusqu'au 14 mai prochain au même titre que l'ensemble des mesures qui l'accompagnent, a indiqué lundi un communiqué des services du Premier ministre.

"Suite à la concertation régulière avec le comité scientifique et l'autorité sanitaire sur l'évolution de l'épidémie du Covid-19, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz DJERAD, après accord de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces

armées, ministre de la Défense nationale, a reconduit pour une période supplémentaire de quinze (15) jours, à savoir du 30 avril au 14 mai 2020, le dispositif actuel du confinement ainsi que l'ensemble des mesures préventives qui l'accompagnent", précise le communiqué.

A cette occasion, le Gouvernement "conscient des efforts supplémentaires que chacun doit fournir, réitère ses appels aux citoyens à demeurer conscient des enjeux et des défis sanitaires, économiques et sociaux du Covid-19 et de continuer à observer en

toute conscience et avec rigueur, les mesures d'hygiène, de distanciation sociale et de protection, qui demeurent les seules réponses actuelles pour l'endigement de cette épidémie", ajoute-t-il. Par ailleurs, le gouvernement rappelle "les risques encourus par ceux qui ne respectent pas les mesures préventives édictées et réitère la nécessité pour les citoyens et les commerçants d'être vigilants et responsables pour permettre à notre pays de conduire efficacement le processus de lutte contre le Covid-19".

APS

